



13. Stadtratsprotokoll / 13^e procès-verbal du Conseil de ville

Sitzung vom Donnerstag, 20. August 2020, 18.00 Uhr
Séance du jeudi 20 août 2020 à 18h00

Ort: Volkshaus Biel, Grosser Saal

Lieu: Maison du Peuple à Bienne, Grande salle

Anwesend / Présents:

Arnold Marc, Arnold Niels, Augsburg-Brom Dana, Bigler Jarno, Bohnenblust Peter, Bord Pascal, Briechle Dennis, Brunner Thomas, Cadetg Leonhard, Clauss Susanne, De Maddalena Daniela, Francescutto Luca, Frank Lena, Gerber Andreas, Gonzalez Vidal Bassi Glenda, Grupp Christoph, Gugger Reto, Gurtner-Oesch Sandra, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Helbling Beatrice, Koller Levin, Külling Urs, Leuenberger Bernhard, Loderer Benedikt, Meyer Miro, Molina Franziska, Ogi Pierre, Pittet Natasha, Rebetez Maurice, Rindlisbacher Hugo, Roth Myriam, Rüber Stefan, Scherrer Martin, Scheuss Urs, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schor Alfred, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stocker Julien, Stolz Joseline, Strässler Thomas, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tanner Anna, Tennenbaum Ruth, Torriani Latscha Isabelle, Vlaiculescu-Graf Christiane, Wächter Olivier, Wendling Cécile, Widmer Patrick, Wiederkehr Martin, Zimmermann Erwin, Zumstein Joël

Entschuldigt / Absence(s) excusée(s):

Epper Bettina, Paronitti Maurice, Rochat Julien, Wiher Max

Vertretung des Gemeinderates / Représentation du Conseil municipal:

Stadtpräsident Fehr Erich

Gemeinderätinnen/Gemeinderäte Feurer Beat, Némitz Cédric, Schwickert Barbara, Steidle Silvia

Entschuldigt Gemeinderat / Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal:

-

Vorsitz / Présidence:

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident

Sekretariat / Secrétariat:

Klemmer Regula, Ratssekretärin

Behandelte Geschäfte / *Affaires traitées***Seite/Page**

125. Fraktionserklärung	383
126. Fraktionserklärung	384
127. 20190099 Erweiterung Schulanlage Champagne / Projektierung / Verpflichtungskredit	385
128. Begründung der Dringlichkeit der Interpellation 20200251, Wächter Olivier, SVP, «Maskenpflicht in den Verkehrsbetrieben Biel»	395
129. 20200176 Klimareglement der Stadt Biel.....	395
• Reglementsentwurf.....	404
○ Art. 1, 3 und 6.....	404
○ Art. 2	411
• Ordnungsantrag.....	414
• Ordnungsantrag.....	416
130. Neueingänge.....	417

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Sehr geehrter Herr Ständeratspräsident und ehemaliger Stadtpräsident, sehr geehrte Mitglieder des Büros des Ständerates, ich danke Ihnen herzlich für Ihren Besuch. Der Bieler Stadtrat fühlt sich geehrt. Hans Stöckli hat in Biel unübersehbare Spuren hinterlassen. Der Stadtrat freut sich sehr über Ihre Anwesenheit. Herr Stöckli, hier ist ein kleines selbstgemachtes Präsent und damit übergebe ich das Wort an Sie.

Stöckli Hans: Heute sind es auf den Tag genau 41 Jahre her seit ich im August 1979 in den Bieler Stadtrat eingetreten bin. Mich freut, dass Sie dem Ständeratspräsidium ein paar Minuten Ihrer kostbaren Zeit schenken. Ich danke dem Bieler Stadtrat und dem Stadtratspräsidenten für den Empfang. Das Ständeratsbüro repräsentiert den Ständerat und für dessen Mitglieder aus allen Landesgegenden ist es eindrücklich zu sehen, wie sich Ihre Stadt, unsere Stadt entwickelt hat. Sie fällen hier wichtige Entscheide für die Zukunft. Ich zweifle nicht daran, dass hier im Volkshaus die richtigen Entscheide für unsere Stadt Biel getroffen werden.

Mes collègues du Conseil des États étaient impressionnés que la part des francophones à Bienne ait augmentée à 42%. Donc, Bienne est vraiment devenue, comme le Maire nous l'a expliqué plus tôt, la seule et unique et la plus grande ville bilingue de notre beau pays. Merci pour l'accueil et pour le travail que vous accomplissez. Bon succès pour la suite de vos opérations, aussi pour les élections qui vont suivre cet automne. Merci beaucoup! (*Applaus*)

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Merci vielmals Herr Stöckli. Der Stadtrat begrüsst Sie selbstverständlich immer wieder gerne, besonders als Ständeratspräsident und wünscht Ihnen weiterhin einen schönen Abend.

Stöckli Hans: Wie das so üblich ist, kommt das Ständeratsbüro nicht mit leeren Händen zu Besuch. Im Namen des Ständerats überreiche ich Ihnen, lieber Stadtratspräsident, ein kleines Geschenk als Erinnerung an die kurze Begegnung. Merci und auf Wiedersehen miteinander. (*Applaus*)

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Es liegen zwei Fraktionserklärungen vor. Zuerst übergebe ich das Wort an Herrn Bord.

125. Fraktionserklärung

Bord Pascal, au nom du Groupe PRR: Il s'agit d'une déclaration de groupes du PRR, du SP, du FDP, du PSR et des Verts. Nous désirons un certain niveau lors de la campagne électorale. Dans le Bieler Tagblatt du 14.08.2020, une offre d'emploi pour le poste de Maire de la Ville de Bienne est parue. Le lendemain, une offre semblable en français était également publiée. L'offre d'emploi était formulée et présentée de manière assez réaliste, copiant l'identité visuelle de la Ville, en tout cas pour la première version, pour que des personnes ne connaissant pas assez le système politique estiment vraisemblable la démarche. Le Service du personnel de la Ville a reçu des appels durant la journée de vendredi et en début de semaine suivante. Cette démarche a donc engendré du travail supplémentaire et inutile à l'Administration. L'annonce en allemand a été également publiée sur «Facebook» en reprenant des photos de la campagne des ambassadeurs de la Ville. L'accord des personnes ayant été associées par l'image à cette action n'a pas été demandé. La mobilisation aux votations et surtout

aux élections est faible à Bienne. Selon les analyses, la complexité du système politique avec deux conseils, des scrutins proportionnels et majoritaires n'incite pas les électeurs à voter. De telles annonces n'ont fait que semer davantage le doute et contribuer à décrédibiliser le système politique et l'Administration municipale. Par respect pour les biennois, les électeurs, les institutions, les partis cosignataires de cette déclaration condamnent cette action, qui ne contribue aucunement à la démocratie. Nous désirons un débat démocratique, intensif, critique et constructif mais surtout d'un certain niveau.

126. Fraktionserklärung

Gonzalez Glenda, au nom du Groupe PSR: Cette déclaration peut paraître un peu redondante suite à celle de Monsieur Bord mais elle était préparée et est distribuée en ce moment sur vos tables. La campagne politique pour les élections de cet automne a démarré. Elle a pour objectif d'élire les représentants de la population pour les quatre années à venir. En tant que citoyen et citoyenne, nous espérons que ce sera des personnes dignes qui nous représenteront. Mais que penser de ce qui se passe depuis quelques jours dans nos médias et médias sociaux. Si la communication devient si débridée que l'on peut se permettre des débordements tel que ceux arrivés ces derniers jours, de part et d'autre, c'est que nous ne sommes pas sur une voie très propice pour notre Ville, mais sur une voie dangereuse pour notre démocratie. Lorsque les partis, que nous représentons ici, se taisent devant les débordements, cela suppose que tacitement nous les tolérons, acceptons, voir encourageons. La situation est déjà suffisamment critique pour nos concitoyens avec le nombre d'incertitude à venir et à affronter dans les prochains mois, voir les prochaines années. Nous sommes engagés en politique pour défendre notre Ville en premier lieu. Cela suppose, collaborer pour construire un avenir commun, digne pour chacun et chacune. Si les moyens d'y parvenir peuvent diverger, la forme et le ton devraient être dignes et respectueux des institutions, de la population et des personnalités politiques qui s'engagent pour Bienne. Nous en appelons à nos formations politiques pour qu'elles prennent de la hauteur, se responsabilisent, modèrent et condamnent les débordements dans leurs propres camps, s'ils ont lieu. Peu importe qu'ils viennent de la part de candidat-e-s, de membres de militants ou même de sympathisants. C'est la responsabilité des formations politiques de donner un cadre et c'est aussi leur responsabilité s'il n'y a aucun cadre. La politique est assez décriée comme cela. Elle représente la démocratie. Voulons-nous vraiment la bafouer et cultiver une ambiance de mépris entre nous? Comment faire après pour diriger notre Ville ensemble? Le monde entier nous envie la collégialité. Nous espérons que les responsables politiques, que nous sommes, sauront donner une image valorisée et positive de la classe politique. Si on récolte ce que l'on sème, en surfant sur l'ironie et le dénigrement de personnes, on ne récoltera rien d'autre. À l'heure où les enjeux sont énormes, il n'y a pas de place pour cette culture du mépris ou de l'arrogance. Nous n'en voulons pas pour notre Ville!

Gurtner-Oesch Sandra, Fraktion GLP+: Danke für die Gelegenheit zur Antwort. Die Wortmeldungen, insbesondere diejenige der Fraktion PSR, erstaunen mich. Ich teile die Ansichten der Sprecherin der Fraktion PSR: Auch die Fraktion GLP+ will ein würde-, respekt- und niveauvolles Miteinander und zwar vor, während und nach den Wahlen, im Stadtrat, in den Kommissionen und auf den sozialen Kanälen. Ich nehme Ihren Unmut über das von mir geschaltete Inserat zur Kenntnis. Ich versichere Ihnen, dass ich auch gegenteilige Reaktionen erhalten habe. Die Publikation einer

«Stellenausschreibung» für das Amt des Stadtpräsidiums sei witzig und unkonventionell, wurde mir mitgeteilt. Wieso liess ich das Inserat publizieren? Mir ist der politische Diskurs enorm wichtig. Seit ich für das Stadtpräsidium kandidiere, wurde mir bewusst, wie wenig die BielerInnen über die Aufgaben der politischen Ämter wissen. Das Stadtpräsidium ist eine von fünf Exekutivfunktionen und der Primus inter pares. Für unser Biel wollen wir dafür nur das Beste. Aus meiner Sicht müssen für dieses Amt Anforderungen über die Parteifarbe hinweg erfüllt werden. Es ist nicht nur ein politisches Amt sondern es braucht Führungs- und Managementenerfahrung. Die BielerInnen sollen sich mit den Anforderungen an das Stadtpräsidium auseinandersetzen. Diese Anforderungen werden von links und rechts nicht gleich gewichtet. Die Werthaltungen sind unterschiedlich. Im Inserat wurde bewusst das Stilmittel der Ironie verwendet. Ironie finden die einen witzig, die anderen reagieren sauer. Für mich ist der Text im Inserat ein politisch verfasster Denkanstoss für die Stadtpräsidiumswahl, welcher der Sache dient und die Interessen der Stadt wahrt. Er steht für eine lebendige Demokratie und setzt sich mit deren Bedeutung auseinander. Im Inserat wurde kein markenrechtlich registriertes Element verwendet. Bei Licht betrachtet ist weder der Stadt noch den Kandidierenden für den Gemeinderat ein Nachteil entstanden. Ist es tatsächlich die Aufgabe der Stadtkanzlei, die Inserate zu stoppen? Ist es korrekt, im August Fraktionsmitglieder auszutauschen damit sie für die Wahlen im Herbst als bisherige Stadtratsmitglieder antreten können? Ist es korrekt, dass Gemeinderatsmitglieder in die Themenauswahl von TeleBielingue eingreifen und so die Diskussion von Themen verhindern? Wird in den soeben gehörten Fraktionserklärungen mit gleichen Ellen gemessen? Ich bin überzeugt, dass Würde, Respekt und Stil in einen guten Wahlkampf gehören. Jetzt stellt sich heraus, dass diese von unterschiedlichen Werten geprägt sind. Die Fraktion GLP+ hat Lust auf eine lebendige Debatte, auch mit unkonventionellen Mitteln. Bitte harren Sie gelassen der Dinge, der Wahlkampf hat gerade erst begonnen. Ich erinnere Sie an den Satz aus der Präambel im Entwurf für die neue Stadtordnung: «*Biel muss nicht. Biel darf, kann und soll.*» In diesem Sinne wünsche ich Ihnen einen spannenden Wahlkampf.

127. 20190099 Erweiterung Schulanlage Champagne / Projektierung / Verpflichtungskredit

Pittet Natasha, au nom de la Commission de gestion: Nous discutons aujourd'hui d'un crédit d'engagement pour une étude après un concours d'architecture et non pas encore pour le projet de fonds. Cette information est utile pour que nous soyons tous au clair. Personne ici et dans la Ville, je suppose, ne conteste la nécessité de l'extension de l'école de la Champagne. Le quartier s'agrandit et le nombre d'enfants dans la Ville s'accroît en général. Nous devons construire une école à cet endroit. Cependant, la Commission de gestion (CDG) note que le projet final sur lequel nous ne votons pas aujourd'hui est maintenant estimé à 49 millions de fr. alors que 40 millions de fr. sont indiqués dans le plan d'investissement et avaient été mentionnés lors de la préparation du concours d'architecture. La CDG a quelques craintes en raison du nombre élevé d'autres écoles qui doivent encore être rénovées, construites ou achetées à Bienne ces prochaines années. Nous insistons sur une utilisation très parcimonieuse des moyens de la Ville. La somme de 49 millions de fr. doit être un maximum absolu et il faut viser une somme plus restreinte.

La CDG rappelle aussi que la réglementation sur les marchés publics doit absolument être respectée pour chaque adjudication, que ce soit au niveau du projet de l'étude ou

du projet final. En outre, nous demandons que dans la mesure du possible, par exemple lors d'attribution de gré à gré, la Ville privilégie les entreprises ou artisans locaux ou régionaux. Je sais que cela n'est pas toujours évident avec les mises en appel d'offres OMC. Toutefois, nous demandons que cela soit un critère dans la mesure du possible.

La CDG a également posée des questions sur les nouveautés pédagogiques qui sont prévues ou prises en compte dans ce projet. Nous nous réjouissons particulièrement que les enfants des classes spéciales soient intégrés dans les mêmes bâtiments scolaires que les classes régulières. La région manque, en effet, cruellement de places pour les enfants ayant besoin d'un enseignement particulier. Il y en a qui ne trouvent pas de place du tout et d'autres qui sont transportés tous les jours à Berne pour suivre un enseignement adapté.

La CDG demande aussi que les frais des vestiaires pour le FC Azzurri, qui sont prévus aujourd'hui à 2,5 millions de fr. sur les 45 millions de fr. soient traités de manière détaillée dans le projet, cela veut dire séparés de ceux de l'école. Des négociations doivent avoir lieu avec le club afin de lui donner les moyens de contribuer davantage aux frais par un loyer plus élevé qu'aujourd'hui, par exemple en lui permettant d'exploiter une buvette. Cela s'est déjà fait pour d'autres bâtiments sportifs à Bienne.

Enfin, je souhaiterais ajouter quelque chose que nous n'avons malheureusement pas vu lors de la séance de la CDG. Dans le projet d'arrêté, le chiffre 1 mentionne que le crédit d'engagement est octroyé sous réserve du référendum facultatif. Habituellement, cette mention se trouve dans le chapeau et pas dans le chiffre 1. Nous demandons que, dans la mesure du possible, cela soit corrigé. Je vous remercie de votre attention et je vous rappelle que la CDG vous recommande d'adopter ce projet.

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Ich mache beliebt, die Änderung der GPK, welche redaktioneller Natur ist, ohne Abstimmung gutzuheissen. Ich sehe, Sie sind mit diesem Vorgehen einverstanden.

Loderer Benedikt, Fraktion Grüne: 2012 wurden in der Stadt Biel 506 Schulkinder gezählt, 2020 waren es 624. Die Zunahme ist unter anderem auf die vielen erstellten Neubauten zurückzuführen, namentlich im Jardin du Paradis und die Zahl wird durch den bevorstehenden Bau auf dem Gurzelen-Areal noch weiter zunehmen. Selbstverständlich ist das projektierte Schulhaus pädagogisch äusserst wertvoll. Das neue Lösungswort, nicht nur für die Schule sondern im ganzen Leben, heisst Cluster. Was sich also heute Clusterschulhaus nennt, waren früher einfach Klassenzimmer mit Nebenräumen. Bei den Schulhäusern halten die pädagogischen Grundsätze nach denen sie gebaut sind weniger lang als das Gebäude. Im vorliegenden Fall haben wir Glück, denn so wie es aussieht, kann das Schulhaus relativ gut angepasst werden und somit die nächsten zwei pädagogischen Reformen überleben. Selbstverständlich wird das Schulhaus nach den Grundsätzen von 2000 Watt errichtet. Das Siegerprojekt ist das Resultat eines öffentlichen, anonymen und einstufig nach SIA-Norm 142 durchgeführten Wettbewerbs, was in Biel leider nicht selbstverständlich ist. Die Fraktion Grüne freut dies und sie dankt der zuständigen Gemeinderätin und ihren Mitarbeitenden für die Durchsetzung des Verfahrens. Der Wettbewerbssieger heisst Topotek 1 mit Büros in Zürich und Berlin. Wenn Sie es bedauern, dass kein lokales Architekturbüro berücksichtigt wurde, kann ich Ihnen mitteilen, dass mittlerweile auch Büros von Biel im Ausland bauen.

Es pressiert, Planungsbeginn des Projekts ist sofort. Die notwendige Volksabstimmung soll im ersten Halbjahr 2022 stattfinden und der Bau soll 2025 fertiggestellt sein. Lehnt der Stadtrat den vorliegenden Projektierungskredit ab, wird die Stadtverwaltung sich mit provisorischem Schulraum behelfen müssen. Ein solches Provisorium steht übrigens heute auf dem für das vorliegende Projekt vorgesehenen Gelände. Das provisorische Gebäude kann abgebrochen und andernorts wiederverwendet werden. Der vorliegende Planungskredit beläuft sich auf CHF 4,2 Mio. Die Fraktion Grüne empfiehlt Ihnen eine kräftige Zustimmung.

Briechle Dennis, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ hat das Geschäft grundsätzlich sehr gut aufgenommen. Dieser Schulhausneubau ist ein Generationenprojekt, wie wir es seit Jahrzehnten nicht mehr gesehen haben und aus Sicht der Fraktion GLP+ notwendig. In gewissem Masse ist der Neubau ein Befreiungsschlag. Wir hoffen sehr, dass wir uns dadurch nicht mehr von Jahr zu Jahr mit Notlösungen durchschlagen müssen. Der Stadtrat wird in Zukunft hoffentlich weniger vor ultimative Sachzwänge, die sofortiges Handeln erfordern, gestellt sein. Der eine oder andere Aspekt des vorliegenden Projekts wurde in der Fraktion GLP+ kontrovers diskutiert. Obwohl es heute um die Projektierung und noch nicht um die Ausführung geht, erwähne ich die umstrittenen Punkte an dieser Stelle. Dies unter anderem auch mit Blick auf das nachfolgende Traktandum, der Beratung zum Klimareglement und im grösseren Kontext zur nachhaltigen Entwicklung. Der Flächenverbrauch des vorliegenden Projekts wurde in der Fraktionssitzung diskutiert. Verdichtung ist das Gebot der Stunde. Auf dem benachbarten Gurzelenareal sieht die Bauordnung bis zu sechsstöckige Gebäude vor. Vielleicht sind sechs Stockwerke für ein Schulhaus nicht geeignet aber die nun vorgesehenen drei Stockwerke sind doch etwas bescheiden. Auf der vorgesehenen Parzelle ergibt sich dadurch ein sehr grosser Flächenverbrauch. Aus Sicht der Fraktion GLP+ ist dies bedauerlich und wir hoffen, dass die Verdichtung bei anderen Bauprojekten stärker gewichtet wird. Das Gebäude soll im Minergiestandard P mit den Zusatzlabels Eco und MQS erstellt werden was die Fraktion GLP+ freut. Allerdings stehen diese Labels teilweise mit den Ansprüchen der Nutzenden in Konflikt. Wird der Bau definitiv in diesem Standard erstellt? Ausserdem informiert der Bericht des Gemeinderats nur teilweise über die Energiegewinnung. Als Energiequelle ist der Wärmeverbund Champagne vorgesehen. Wie sieht aber beispielsweise die Dachgestaltung des Gebäudes aus? Die Fraktion GLP+ geht davon aus, dass im definitiven Ausführungsprojekt mehr Informationen dazu vorliegen werden.

Ein weiterer Punkt betrifft den Aussenraum. Der im Bericht des Gemeinderats erwähnte Jurybericht erwähnt: *«Eine gesamthaft übergeordnete, klar lesbare Freiraumkonzeption, auch mit klaren Angaben zur Vegetation, in adäquater Bearbeitungstiefe wie das Gebäude wird vermisst.»* Da das Gebäude selbst schon relativ viel Fläche überbaut, hoffen wir, dass der Aussenraum mit einem Minimum an Versiegelung auskommt. Damit würde die Nachhaltigkeit ein klein wenig verbessert. Grundsätzlich befürwortet die Fraktion GLP+ das vorliegende Projekt sehr. Wir glauben, dass damit ein grosser Schritt für die Schulen in der Stadt Biel gemacht wird.

Strässler Thomas, Fraktion FDP: Die Fraktion FDP unterstützt das vorliegenden Projekt vollumfänglich. Den Erläuterungen von Herrn Loderer können wir folgen und sie decken sich mit den Ansichten der Fraktion FDP. Mit der Höhe des Projektierungskredits sowie den prognostizierten Anlagekosten sind wir nicht einverstanden. Die Fraktion FDP kam bei der Berechnung der Honorare für die Bauherrenbegleitung durch Baudirektion und Schulamt, Position BKP 29 im Projektierungskredit, auf Sätze, welche rund 20% über den auf dem Markt üblichen

liegen. Der Projektierungskredit ist deshalb um CHF 600'000 zu kürzen. Die Fraktion FDP **beantragt, den vorliegenden Projektierungskredit auf CHF 3,6 Mio. zu begrenzen.**

Ein Vergleich der Anlagekosten ist schwierig. In Port wurde im September 2017 ein neues Schulhaus eröffnet, welches halb so gross ist wie dasjenige in der Champagne und für 9 Schulklassen und 3 Kindergartenklassen, insgesamt 12 Klassen gebaut wurde. Das Gebäude ist ebenfalls im Clusterbetrieb mit ausreichend Neben- und Spezialräumen konzipiert. Das Schulhaus ist, wie dasjenige welches in der Champagne geplant ist, mit Holzfassaden und Betonstrukturen erbaut. Das Gebäude hat Minergie-Ecoplus-Standard. Es hat 1'100 Sonnenkollektoren auf dem Dach und gibt für zusätzliche 50 Haushalte Strom ab. Das Schulhaus in Port ist also durchaus vergleichbar mit der vorliegenden Projektierung und hat CHF 18,3 Mio. gekostet. Eine Verdoppelung der Kosten ergibt CHF 36,5 Mio. Da ein doppelt so grosses Schulhaus nicht doppelt soviel kostet, können wir von einem Gesamtbetrag von rund CHF 35 Mio. ausgehen. Die zusätzlichen Bauten wie die beiden Turnhallen, eine Tagesschule, Garderobe, Buvette und Aussenplatz sind mit CHF 15 bis 20 Mio. zu berechnen. Dies ergibt einen Betrag von CHF 50 bis 55 Mio. Zusätzlich sind noch die bestehenden Bauten zu sanieren, was zwischen CHF 10 bis 15 Mio. kosten wird. Also, werden am Schluss in der Champagne etwa CHF 65 Mio. ausgegeben. Das Kostendach für den Neubau sollte auf CHF 40 Mio. begrenzt werden. Das Schulhaus in Port wurde in der Ausgabe 3/2018 der Zeitschrift «Hochparterre» beschrieben. Im Artikel wird erwähnt, dass das Schulhaus 10% teurer gebaut wurde als vergleichbare Gebäude in Zürich. Ich vergleiche also keineswegs ein billiges Projekt mit demjenigen in der Champagne. **Die Fraktion FDP beantragt deshalb, ein Kostendach von CHF 40 Mio. für den Neubau vorzusehen.**

Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO begrüsst das vorliegende Projekt sehr. Die Anzahl der Kinder steigt, ich bin an der Quelle und kann das bestätigen. (*Heiterkeit*) Momentan gibt es so viele Geburten wie schon lange nicht mehr. Diese Kinder kommen alle, wenn sie nicht weggezogen sind, in ein paar Jahren in die Schule. Es braucht mehr Schulraum, darüber ist sich der Stadtrat einig. Jetzt liegt ein wunderbares Projekt vor. Die positiven Aspekte wurden bereits erläutert. Mir ist die Frauen- und Mütterförderung ein Anliegen deshalb begrüsse ich die geplante Tagesschule sehr. Nach den Erklärungen meines Vorredners zu Einsparungsmöglichkeiten befürchte ich genau dort Einsparungen. Ich bitte Sie, endlich für eine Tagesschule zu sorgen. Richtig ist, dass die Projektkosten sehr hoch sind. Ich möchte aber die Antworten der Baudirektorin dazu hören. Die Zahlenspielerlei soeben war ein bisschen wirr. Es gibt sicherlich Gründe, warum sich das vorliegende Projekt nicht einfach mit demjenigen von Port vergleichen lässt. Die Fraktion SP/JUSO findet das Projekt ebenfalls teuer auch sind die Honorarkosten sehr hoch. Für Nichtfachleute ist eine Beurteilung jedoch schwierig. Zur Aussenraumgestaltung bleiben einige Fragen offen. Die Aussenfläche wurde offenbar nicht sehr kinderfreundlich gestaltet. Die Fraktion SP/JUSO ist für eine modern und kindgerechte Aussenraumgestaltung. Die Fraktion SP/JUSO bittet Sie, dem vorliegenden Projektierungskredit zuzustimmen. Wir freuen uns auf den Neubau und hoffen, dass die Kinder dort gerne zur Schule gehen.

Gonzalez Glenda, au nom du Groupe PSR: Le Groupe PSR soutient évidemment ce crédit d'engagement et d'étude. Il vous recommande de le voter tel que demandé. En effet, pour répondre à mon préopinant de tout à l'heure, c'est l'objet de ce crédit d'étude, d'évaluer la pertinence, les coûts, la faisabilité et la réalisation du projet. À ce stade, il

est trop tôt pour évaluer les coûts d'un tel projet. De plus, le Groupe PSR n'est malheureusement pas doté d'un architecte afin d'effectuer ce travail et de mener une analyse professionnelle et pertinente. Il serait, encore une fois, beaucoup trop tôt de bloquer, réduire et se limiter dans cette étude. Il est, comme tout le monde l'a dit, indispensable de construire dans ce quartier une école comprenant une école à journée continue. De plus et pour terminer, nous avons aussi là la possibilité d'avoir une infrastructure rénovée pour le sport, le football qui est un facteur d'intégration massif pour notre Ville.

Sprenger Titus, Fraktion Einfach libres!: Die Fraktion Einfach libres! wird dem vorliegenden Projektierungskredit zustimmen. Besonders erwähnenswert ist der Fokus auf die Nachhaltigkeit. Die Fraktion Einfach libres! bedauert, dass in der Wettbewerbsjury zwar fachkompetente Leute waren aber niemand aus der direkten Nachbarschaft. Es wäre schön, wenn in Zukunft die Bevölkerung stärker miteinbezogen würde. Die Fraktion Einfach libres! wird dem Antrag auf Kürzung des Budgets nicht zustimmen. Es wäre konsequenter, das Geschäft ganz abzulehnen. Eine Kürzung um 10% ist kaum umsetzbar.

Widmer Patrick, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Le Groupe UDC/Les Confédérés a débattu sur ce projet et comme cela a été dit jusqu'à maintenant, il est vrai que nous avons besoin d'école. Dans tous ces projets d'école, on retrouve toujours un peu la même chose, on veut toujours faire des belles choses. Cela doit toujours être les plus grands projets, les plus beaux et on n'en finit jamais d'ajouter des artifices, qui renchérissent le coût. On en est tous conscients et tous fautifs en même temps. Nous avons besoin de cette école de la Champagne et notre groupe soutient ce projet mais émet aussi beaucoup de sympathie pour l'amendement proposé par le Groupe FDP. Ceci, comme cela a été dit par Madame Gonzalez, nous n'avons pas de spécialiste architecte mais nous croyons les spécialistes qui font les calculs. Il faut se rendre à l'évidence qu'au sein du Groupe FDP, ils ont des personnes capables de faire ces calculs. Je pense que si on arrêta de faire du «Kunst am Bau» à tout va et des mesures climatiques pour tout ce qu'on construit, les prix baisseraient aussi. Je demande au Conseil municipal mais surtout à vous, Madame la Directrice, de revoir cela et de faire le «machbar aber nicht wünschbar». Je pense qu'il faut faire attention aux finances et tout de même construire cette école.

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR: Je risque de répéter des choses déjà dites mais je trouve que l'enjeu est important et donc cela est mérité. Le dossier que nous examinons comporte une constante que vous retrouverez dans toutes les demandes du Conseil municipal pour des crédits d'engagement pour des crédits de construction. Cette constante se trouve à la fin du rapport mais a été communiquée en premier lieu lors de l'information qui a eu lieu à ce sujet. Si ce projet n'est pas accepté, c'est la pagaille et cela coûtera beaucoup plus cher. Il en résulte que le Conseil de ville n'a pas le choix que d'accepter. C'est frustrant! Lorsqu'on pense que le crédit pour l'organisation du concours a été préparé il y a quatre ans et demi, c'est même révoltant. C'est en tout cas une incitation à se montrer critique, à cela s'y ajoute la contradiction entre le montant réservé en 2019 dans la planification des investissements et celui mis en perspective dans le présent rapport. Il y a un sérieux problème. La compétence des instances responsables du dossier est en cause. En fait, le problème révèle une autre constante de la politique biennoise: «L'argent ne joue aucun rôle.» On choisit le nec plus ultra dans tous les domaines, coûte que coûte. Ce n'est pas responsable. Dans la vraie vie, on fait ses choix en fonction de ses possibilités financières. La Ville devrait

adapter ses ambitions à son potentiel fiscal. Ce n'est clairement pas le cas. Depuis le projet «Dufour», l'histoire se répète.

Cela étant, la rénovation de nos locaux scolaires et la création de nouveaux locaux restent notre tâche primordiale. L'entretien de ce patrimoine ayant été par le passé, manifestement négligé. D'autres écoles attendent leur tour pour un volume d'investissements de plusieurs centaines de millions de fr. C'est une raison de plus pour engager ces projets d'investissements avec parcimonie. Le projet d'extension de la Champagne réalisé, il s'agira de rénover les bâtiments existants du même site pour environ 15 millions de fr. On comptabilise donc pour une seule école au moins 65 millions de fr car l'expérience sait que la facture finale sera encore plus salée. Manque de compétences, responsabilités négligées, la critique semble forte mais elle est au niveau de l'importance des enjeux. En l'occurrence, le moins que nous puissions faire c'est imposer un plafond budgétaire, infranchissable dans le projet sous examen et à moyen terme des règles d'une conduite des projets qui respecte les possibilités financières de notre Ville. Il est urgent que les mentalités changent.

Brunner Thomas, EVP: Herzlichen Dank für das tolle vorliegende Projekt. Es herrscht erheblicher Investitionsstau im Schulraumbereich. Dabei geht es um mehrere CHF 100 Mio. Der Stadtrat hat eine Kostenverantwortung für geplante Projekte. Auch die weiteren dringenden Projekte für Schulraum müssen finanzierbar sein. Die Eingrenzung der Kosten auch bei einem guten Projekt ist sicher nicht fehl am Platz. Ich bitte Sie daher den Änderungsantrag der Fraktion FDP zu unterstützen. Die Kosten im vorliegenden Projekt sind teilweise viel zu hoch, wie Herr Strässler bereits erläutert hat. Eine Plafonierung lohnt sich. An der Projektpräsentation wurde erklärt, dass beispielsweise die Lüftung noch nicht klar definiert ist. Das bedeutet aber auch, dass Sparpotential vorhanden ist. Künftige dringende Projekt wären mit Einsparungen besser zu finanzieren. Ich weise darauf hin, dass der Stadtrat gegenüber den StimmbürgerInnen in der Verantwortung steht. Aufgrund der Einheit der Materie muss darüber informiert werden, dass es sich im vorliegenden Projekt nicht nur um einen Neubau handelt sondern im Zuge der Gesamtnutzung auch um eine Renovation. In der jetzigen Projektierungsphase ist dies noch kein Thema. Bei Inbetriebnahme des Neubaus muss die Renovation der bestehenden Bauten gleich im Anschluss folgen. Über das gesamte Bauvorhaben ist die Bevölkerung in einem Mal zu informieren. Die Renovationskosten von CHF 10 bis 15 Mio. sind offenzulegen. Mir ist wichtig, dass dies in der Botschaft erwähnt wird. Vielen Dank für die Annahme der Änderungsanträge.

Steinmann Alfred, SP: Fakt ist doch, dass zusätzlicher Schulraum benötigt wird. Das vorliegende Projekt wurde von der Jury ausgezeichnet. Es verfügt über ein sehr gutes pädagogisches Konzept und ist ein Vorzeigeprojekt für nachhaltiges Bauen. Die Einsparungen von CHF 9 Mio., wie von der Fraktion FDP beantragt, würden wahrscheinlich den Bau verunmöglichen. Substantielle Abstriche müssten gemacht werden. Mit grosser Wahrscheinlichkeit würde dies bedeuten, dass bei der Nachhaltigkeit gespart würde. Des weiteren müsste ein Generalunternehmer beauftragt werden, was Qualitätseinbussen nach sich ziehen würde. Erste Sanierungen müssten dann nach wenigen Jahren bereits wieder getätigt werden. Davon halte ich nichts, weil finanziell damit wohl nichts gewonnen wäre. Der einzige Gewinner wäre der Generalunternehmer. Darf für die Bieler Kinder nicht ein qualitativ gutes neues Schulhaus gebaut werden? Eine saubere Projektierung kostet etwas. Wenn das Projekt schlussendlich günstiger wird, ist niemand böse. Das ganze Projekt zu versenken, indem die Finanzen gekürt werden, liegt nicht drin. Meine Frage an den Gemeinderat lautet: Was bedeuten Einsparungen von CHF 9 Mio. für dieses Projekt

und wäre der Bezug des Schulhauses auf den Sommer 2025 noch realistisch und was bedeutet eine um CHF 600'000 günstigere Projektierung? Die Fraktion SP/JUSO wird den Änderungsantrag der Fraktion FDP ablehnen.

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Ich habe eine Frage: Der Wettbewerb für das vorliegende Projekt wurde in deutsch und französisch ausgeschrieben. Für den Wettbewerb zum Altersheim Ried wurde alles nur auf Deutsch ausgeschrieben und nichts auf französisch. Das geht nicht! Werden die weiteren Ausschreibungen in beiden Sprachen vorgenommen?

Bohnenblust Peter, FDP: Mich interessiert, wie der Gemeinderat zu den Änderungsanträgen der Fraktion FDP steht. Gestützt auf **Art. 18 Abs. 1 Bst e der Geschäftsordnung des Stadtrats (GO SR; SGR 1.5.1-1) beantrage ich, die Stimmzahlen zu den Abstimmungen über die Änderungsanträge im Protokoll festzuhalten.**

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Dies wird so gemacht. Die Abstimmung zu den Änderungsanträgen wird detailliert protokolliert. Ich übergebe das Wort zu den beiden Änderungsanträgen an Frau Gemeinderätin Schwickert.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Bevor ich auf die beiden Anträge der Fraktion FDP zurückkomme, bringe ich gerne eine kurze Einleitung zum vorliegenden Projekt an. Herr Briechle hat richtig erwähnt, dass der vorliegende Entwurf ein Generationenprojekt ist und einen Befreiungsschlag darstellt. Sie wissen, dass die Stadt Biel vor der doppelten Herausforderung steht, genügend Schulraum zur Verfügung zu stellen und gleichzeitig den bestehenden Schulraum sanieren zu müssen. Bis jetzt hat der Stadtrat den Gemeinderat bei der Lösungsfindung dieser doppelten Herausforderung immer unterstützt. Für den zusätzlichen Schulraum sind sehr viele Provisorien geschaffen worden. Das grosse Schulhaus Champagne stellt einen wichtigen Pfeiler in der Schulraumplanung dar. Das letzte grosse Projekt war vor Jahrzehnten die Sanierung der Schulanlage Châtelet für rund CHF 30 Mio. Unbestritten ist, dass heute ein gutes Projekt vorliegt. Die Kinder können sich auf das neue Schulhaus freuen. Ich danke der GPK für die Unterstützung. Die GPK-Sprecherin stellte die Frage, ob lokale und regionale Unternehmen berücksichtigt werden. Tatsächlich ist dies nur dort möglich, wo gesetzlich erlaubt und betrifft Arbeiten für kleinere Beträge unter CHF 250'000 bei freihändigen Vergaben oder im Einladungsverfahren. Für solche Aufträge werden lokale und regionale Unternehmen berücksichtigt. Die kostenbewusste Planung und Ausführung ist selbstverständlich ein Anliegen des Gemeinderats. Die GPK hat auf die Garderobengebäude hingewiesen. Tatsächlich müssen dort die Kosten noch genauer analysiert werden. Diese scheinen doch recht hoch. Garderobe und Buvette sind jedoch ein grosses Bedürfnis und sollen umgesetzt werden.

Herr Briechle hat wichtige Punkte aufgeworfen, welche in der Projektierung vertieft abgeklärt werden müssen. Die Minergie-Eco-Standards sollen eingehalten werden, eventuell kann auf die Komfortlüftung verzichtet werden. Oftmals sind solche Einrichtungen für Schulgebäude nicht geeignet. Bis jetzt wurde stets nach Kompromisslösungen mit den Benutzenden gesucht. Was genau mit dem Dach passiert, ist ebenfalls noch offen. Allenfalls kann für eine Solaranlage eine Lösung mittels Contracting gefunden werden. Die Aussenraumgestaltung muss überarbeitet werden. Die Versiegelung ist nur ein Aspekt. Die Ansprüche der Benutzenden sind einzubeziehen.

Frau Clauss, die Berechnungen von Herrn Strässler sind nicht wirt. Er hat die Zahlen mit dem Referenzobjekt in Port gut hergeleitet. Ein Vergleich ist jedoch schwierig. In Nidau beispielsweise hat der Stadtrat einen Kredit über CHF 22 Mio. für die Schulanlage Beunden Ost gesprochen. Aufgerechnet auf die grössere Nutzfläche des Schulhauses Champagne ergibt sich ein Gesamtbetrag von CHF 50 Mio. für das Nidauer Schulhaus ohne Turnhalle. Die Schulanlage Champagne soll über eine Doppelturnhalle verfügen. In Nidau waren die energetischen Vorgaben weniger streng ausserdem ist keine Fussballinfrastruktur vorhanden. Die Kostenberechnung aufgrund verschiedener Referenzprojekte bleibt schwierig.

Bei dem durchgeführten Wettbewerb sind über 40 Beiträge eingetroffen. Die Jury hat 8 Projekte in der engeren Auswahl evaluiert. Ein externer Kostenplaner hat die Projekte nachgerechnet. Diese wurden auf kostentreibende Elemente, wie beispielsweise Fassadenverkleidung überprüft. Das Siegerprojekt liegt kostenmässig im Mittelfeld. Keines der 8 Projekte aus der engeren Auswahl war um 20% günstiger. Eine gewisse Sicherheit zum Gesamtbetrag dieses Projekts besteht also. Es wurde keineswegs ein Luxusprojekt ausgewählt, auch nicht das Teuerste. Dieses Element bezieht die Jury, nebst Tauglichkeit im Schulbetrieb, Verkehrsanbindung und städtebaulichen Aspekten mit ein.

Herr Steinmann fragte, was passiert, wenn das Projekt um 20% gekürzt wird. Eigentlich handelt es sich dabei um einen Rückweisungsantrag. Das ganze Projekt muss neu berechnet und das Raumprogramm neu aufgestellt werden. Wahrscheinlich würden Garderobe und Buvette wegfallen. Ist die Turnhalle noch realisierbar? Was ist mit der Tagesschule und der Küche für die Mittagsverpflegung? Bei Einsparungen in dieser Höhe muss das Projekt komplett neu aufgestellt werden. Die Termine können dann logischerweise nicht mehr eingehalten werden. Das Siegerprojekt ist durchdacht, da kann nicht einfach das oberste Stockwerk weggelassen werden. Das Raumprogramm ist vorgegeben und wurde vorhin im Stadtrat gelobt. Normalerweise beläuft sich der Projektierungskredit auf 10 bis 15% des Ausführungskredits. Im Gegensatz zu kleinen Projekten sinkt bei grossen Projekten der Anteil der Projektierungskosten. Im vorliegenden Fall betragen die Projektierungskosten 8,5% vom vorgesehen Betrag für die Ausführung. Anteilsmässig liegt der vorliegende Projektierungskredit also in der Norm. Bleibt die Frage, welcher «Schaden» bei einer Kürzung von 15% entsteht. Wenn in die erste Projektierungsphase genügend Mittel investiert werden, haben Sie später eine viel bessere Kostensicherheit. Sie wissen genau was Sie wollen, was Sie erhalten und wie Sie es machen wollen. Am Anfang zu sparen ist schlecht, denn dies muss später bezahlt werden. Gerade aber die Möglichkeit, im Projektierungskredit Varianten zu prüfen ist extrem wichtig. In dieser Phase kann das Projekt konkretisiert und optimiert werden. Dieses Geld ist gut eingesetzt. Jetzt den Projektierungskredit wie vom Gemeinderat vorgeschlagen zu genehmigen ist wichtig, um ein optimiertes und funktionierendes Projekt zu erhalten. Ich bitte Sie, im Namen des Gemeinderates, die beiden Änderungsanträge abzulehnen und dem vorliegenden Entwurf zuzustimmen.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: Voici quelques mots de ma part pour l'aspect scolaire de cet important projet. Monsieur Loderer l'a dit «es pressiert». Cette école coûte très cher mais c'est aussi la plus grande. Elle est le noyau central de la planification des locaux scolaires car elle est située dans un endroit stratégique de la Ville. Ce nouveau centre scolaire va nous aider à relever le défi des locaux scolaires. Nous ne sommes pas dans le stress et dans l'urgence si cette école peut être planifiée, mais nous le serons si ce n'est pas le cas. Les deux halles de gymnastiques prévues sont décisives pour la Ville. Un retard ou un retrait de ce projet

entraînerait un gros problème. La question de l'école à journée continue est un projet novateur qui permet de concilier et de rapprocher les activités de l'école à journée continue de l'école «classique». Ceci nous permettrait d'organiser une «ganz Tag Schule». Cette expression n'est pas traduisible en français correctement.

Lorsque je suis arrivé, il y a huit ans, dans ma fonction de directeur de la formation, de la culture et du sport, un psychodrame se jouait au Conseil de ville autour des vestiaires honteux de la Champagne. Aujourd'hui, des vestiaires provisoires ont été construits. Toutefois, il faut rappeler que le projet actuel permet aussi une bonne solution pour le club de football car il comprend une buvette et lui donnera une infrastructure adaptée.

J'insiste sur le travail pédagogique et d'organisation des espaces qui a été réalisé par nos équipes. Il faut savoir que chaque millimètre a été négocié avec la Direction des travaux publics qui souhaitait limiter les espaces. On a inventé un système d'utilisation dual pour permettre d'amortir l'investissement au maximum. Dernière remarque, avec ce projet, nous allons pouvoir renoncer à trois locations de locaux externes, c'est-à-dire une économie annuelle d'un peu plus de 100'000 fr.

Loderer Benedikt, Fraktion Grüne: Der eine Änderungsantrag betrifft den Projektierungskredit über welchen der Stadtrat heute entscheidet. Der andere greift dem Ausführungskredit vor indem heute schon gesagt wird, dass die Gesamtkosten nicht höher als CHF 40 Mio. sein dürfen. Das ist Selbstbetrug. Heute verfügen wir nicht über die Grundlagen um über die Gesamtkosten zu entscheiden. Es kann durchaus gesagt werden, dass für das Projekt nur CHF 40 Mio. zur Verfügung stehen sollen. Damit stellt sich die Frage, was für diesen Betrag zu haben ist. Die Idee ist an sich gut, aber dann müssen Sie entscheiden, was weggelassen werden soll. Eine Zahl festzulegen ist unsinnig wenn das definitive Projekt noch gar nicht feststeht. Der Antrag zu einer Kostenbegrenzung ist deshalb abzulehnen. Der zweite Antrag will bei der Planung einsparen und erachtet eine sorgfältige Prüfung und Variantenvergleiche als unnötig. Dieser Antrag ist ebenfalls abzulehnen.

Scherrer Martin, SVP: Ich stelle dem Gemeinderat eine Frage: In der Investitionsplanung waren für den Schulhausneubau CHF 39,5 Mio. vorgesehen. Nach den ersten Projektierungsarbeiten stellt sich heraus, dass Mehrkosten von ungefähr CHF 9,5 Mio. fällig werden. Nun die Frage an die Finanzdirektorin: Wenn ein Projekt mehr kostet als in der Investitionsplanung budgetiert, wie und wo werden diese Mehrkosten kompensiert? Wir wissen ja alle, dass die Mittel begrenzt sind. Wird mehr Fremdkapital aufgenommen und haben die Mehrkosten keinen Einfluss auf andere Projekte oder werden andere Projekte gestrichen und wenn ja, welche?

Strässler Thomas, FDP: Ich bin selber Architekt und halte fest, dass die Honorare um 20% zu hoch kalkuliert sind. Ich danke Herr Loderer dafür, dass er findet, die Architekten sind zu wenig gut bezahlt. Ich hoffe, ich bekomme einmal einen Auftrag von der Stadt Biel zu einem so hohen Honorar. Die Zahlen entsprechen denjenigen aus dem Projekt von Port. Die Fraktion FDP hält an ihrem Antrag fest. Die Planung kann trotz den beantragten Einsparungen gründlich und mit Variantenvergleichen vorgenommen werden. Zum aktuellen Zeitpunkt die Kosten für den Neubau festzulegen ist schwierig. Wahrscheinlich kann das ausgewählte Projekt nicht für CHF 40 Mio. gebaut werden. Etwas läuft aber falsch. Vorschläge zu Einsparungen im Projekt zum Dufourschulhaus wurden mit dem Hinweis abgelehnt, dass diese zu spät kämen, sie hätten beim Projektierungskredit eingereicht werden sollen. Jetzt berät der Stadtrat zu einem Projektierungskredit und für mögliche Einsparungen ist es bereits viel zu spät.

Die Wettbewerbe der Stadt Biel werden falsch ausgeschrieben. Es wird ein zu grosses Programm verlangt. Ausserdem werden die Architekten nicht darauf hingewiesen, dass ein modernes und zweckmässiges anstelle eines pompösen Projekts gewünscht wird. Es ist keinesfalls so, dass jedes kostengünstige Projekt hässlich ist. Wenn beispielsweise eine Wohnbaugenossenschaft baut, wird stets deren Kostenbewusstsein gelobt. Bei einem Schulhaus ist der Bau zu marktüblichen Preisen nicht gut genug für Biel. Die Fraktion FDP wird einen Vorstoss einreichen damit der Stadtrat in Wettbewerbsverfahren angehört werden muss. Im Hinblick auf die erfolgte Auswahl des vorliegenden Projekts zieht die Fraktion FDP ihren Änderungsantrag Zur Kostenbegrenzung des Neubaus zurück.

Rebetez Maurice, PSR: Je ne vais pas répéter ce que le Directeur de la formation, de la culture et du sport a dit. Toutefois, je souhaite souligner que la pédagogie a aussi un coût dont il faut tenir compte. Je ne souhaite pas me prononcer sur la qualité des infrastructures car je ne suis pas un spécialiste en architecture mais proposer une école qui comporte des éléments modulables, qui permet une vraie école à journée continue et qui offre la possibilité de mettre en place un projet pédagogique totalement innovant au point, c'est une chance qu'il faut saisir. Les locaux sont adaptés, modulables et prêts pour un cycle élémentaire donc il y a une qualité de vie scolaire qui est à défendre dans ce projet. C'est quasi du vivre ensemble dans une école. L'avantage de ce projet est la position stratégique de cette école au sein de la Ville de Bienne, vraiment au centre. Grâce à cela on arrive à jongler pour la répartition des élèves dans les classes. J'ai assisté bien des fois à la répartition des classes et il était difficile de définir la répartition pour des élèves qui n'habitent pas à la bonne place, car cela nous arrangeait drôlement. C'est une place idéale, c'est une école qui est à la bonne place, c'est une aubaine. Je vous demande de soutenir ce projet et de renoncer à l'amendement proposé.

Steidle Silvia, directrice des finances: Monsieur Scherrer, je vous remercie pour cette demande de précision. Vous savez que depuis quelques années déjà, pour rattraper le retard des investissements, le Conseil municipal fixe comme montant d'investissement annuel une quarantaine de millions de fr. Un montant que l'on n'arrive pas à atteindre. On se situe plutôt à 25 millions de fr. par année. Cependant, pour une école ou un objet comme celui-ci, les coûts ne se répartissent pas sur une seule année. C'est la raison pour laquelle, on ne doit pas renoncer sur une seule année à la réalisation d'autres investissements. Un projet comme celui-ci se répartit, par exemple, sur cinq ans.

Vous posez la question sur des prêts tiers supplémentaires. Ces derniers ne sont pas dépendants des 9 millions de fr. supplémentaires annoncés mais des résultats que l'on fait par année. Il est donc un peu difficile de répondre à votre question. Je pense que si l'on parle vraiment d'investissement, le défi n'est pas d'introduire ces 9 millions de fr. supplémentaires dans le plan d'investissement, mais plutôt la réalisation de toutes les autres écoles qui se trouvent dans le plan d'investissement.

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Zuerst wird über den Änderungsantrag der Fraktion FDP abgestimmt und anschliessend über den Beschlussesentwurf.

Abstimmung

- über den Änderungsantrag der Fraktion FDP. Den Projektierungskredit auf CHF 3,6 Mio. zu begrenzen

Der Antrag wird abgelehnt.

Schlussabstimmung

Der Stadtrat von Biel **beschliesst** nach Kenntnisnahme vom Bericht des Gemeinderates vom 10. Juni 2020, gestützt auf Art. 39 Abs. 1 Bst. a in Verbindung mit Art. 14 Abs. 1 Bst. a der Stadtordnung vom 9. Juni 1996 (SGR 101.1) **unter Vorbehalt des fakultativen Referendums**:

1. Das Projekt Erweiterung Schulanlage Champagne / Projektierung wird genehmigt und dafür ein Verpflichtungskredit von CHF 4'200'000.00 bewilligt.
2. Teuerungsbedingte Mehraufwendungen gelten als genehmigt.
3. Mit dem Vollzug wird der Gemeinderat beauftragt. Er wird ermächtigt, notwendige oder zweckmässige Projektänderungen vorzunehmen, sofern sie den Gesamtcharakter des Projektes nicht verändern. Der Gemeinderat wird ermächtigt, diese Kompetenzen an die zuständige Direktion zu delegieren.

128. Begründung der Dringlichkeit der Interpellation 20200251, Wächter Olivier, SVP, «Maskenpflicht in den Verkehrsbetrieben Biel»

Wächter Olivier, UDC: L'urgence de cette interpellation est assez logique. En effet, le port du masque dans les transports publics biennois est une mesure actuelle. Je souhaite aussi avoir l'avis du Conseil municipal à ce sujet et savoir quelle est la pratique en vigueur de la Ville de Bienne et dans les transports publics biennois sachant qu'une dernière version de l'Ordonnance du Conseil fédéral a été publiée et rend obligatoire le port du masque dans les transports publics.

Die Dringlichkeit wird gewährt.

Sitzungsunterbruch von 19.45 Uhr bis 20.25 Uhr

129. 20200176 Klimareglement der Stadt Biel

Tanner Anna, GPK: Die GPK hat den Bericht des Gemeinderats zum Klimareglement und den Reglementsentwurf eingehend geprüft. Ein grosses Dankeschön geht an die zuständige Direktion für die Ausarbeitung des Reglements. Der Entstehungsgeschichte des Reglements liegt die Annahme der überparteilichen Motion 20190013 «Mit einem Klimareglement das Pariser Klimaabkommen in der Stadt Biel umsetzen» zugrunde. Weitere Vorstösse sind ebenfalls in die Ausarbeitung eingeflossen. Das Reglement gibt konkrete Ziele vor. Die Stadtverwaltung soll bis 2040 und die Stadt Biel auf ihrem Gebiet bis 2050 klimaneutral werden. Graue Emissionen sollen minimiert werden. Die GPK hat bei der Baudirektion nachgefragt, was genau in diesem Bereich geplant ist. Die Antwort war, dass bei Anschaffungen die Handlungsmöglichkeiten beschränkt sind und vor allem auf Sensibilisierungs- und Kommunikationsstrategien zum Konsumverhalten gesetzt wird. In der Stadtverwaltung werden beispielsweise Elektrofahrzeuge gekauft. Das Beschaffungsgesetz muss jedoch eingehalten werden.

Vorgesehen ist die Definition von Zwischenziele definiert und die Regelung der Berichterstattung.

Im Bericht des Gemeinderats steht, dass eine Strategie erarbeitet wird. Inzwischen liegt diese vor und ist publiziert. Die GPK begrüsst die schnelle und effiziente Arbeit der zuständigen Direktion.

Es wird einen Expertenfachausschuss geben, welcher die Zielerreichung unterstützen soll. Auf Nachfrage der GPK wurde ihr beschieden, dass dieser im Herbst 2020 bestimmt wird. Den Unterlagen ist zu entnehmen, dass eine Spezialfinanzierung zum Klimaschutz geschaffen werden soll. Für die GPK ist klar, dass der Klimaschutz eine Querschnittfunktion hat. Neue Projekte müssen in allen Direktionen auf Klimaschutzaspekte hin geprüft werden. Das Klimaschutzreglement ist eine Pionierarbeit und einzigartig und stösst in anderen Städten und auf anderen politischen Ebenen auf Interesse. Die GPK begrüsst die Vorreiterrolle der Stadt Biel sehr und empfiehlt die Annahme des vorliegenden Reglementsentwurfs.

Frank Lena, Fraktion Grüne: Die Erde erwärmt sich und wir erleben das grösste Artensterben seit der Zeit der Dinosaurier. Warme Meere, zerstörte Landschaften, abgeholzte Regenwälder, Wassermangel - all dies passiert wegen uns. Ist der Mensch tatsächlich das intelligenteste Lebewesen auf dieser Erde? Der Beweis dafür wurde noch nicht erbracht. Mit unserem Verhalten zerstören wir unsere eigene Existenzgrundlage. Die schweizerische Bevölkerung hat letztes Jahr Klartext gesprochen und Intelligenz bewiesen. Sie hat in einer «Klimawahl» ein Bundesparlament gewählt, welches sich für unseren Planeten einsetzen soll. Das Signal ist ein klarer Aufruf zum Handeln, nicht nur international und national sondern auch auf kantonaler und kommunaler Ebene. Wir alle sind aufgefordert, die Klimaerwärmung zu bremsen. Es geht um die Zukunft der jungen Menschen. Mit dem vorliegenden Klimareglement übernimmt die Stadt Biel Verantwortung gegenüber der Erde, der Schweiz und den BielerInnen. Heute hat der Stadtrat die Gelegenheit einen Schritt in die richtige Richtung zu machen. Die Fraktion Grüne dankt dem Gemeinderat und der Verwaltung für das vorliegende Reglement. Es ist umfassend und durchdacht. Ein Reglement ist schön und gut, eine Strategie und eine regelmässige Evaluation sind jedoch besser. Diese beiden Instrumente sind wichtig, damit die Stadt Biel ihren Anteil auf dem Weg aus der Klimakrise leisten kann. Ein Punkt fehlt jedoch in der Strategie. Dem öffentlichen Submissions- und Beschaffungswesen wird zuwenig Gewicht beigemessen. Die Fraktion Grüne hat deshalb zwei Vorstösse zu nachhaltigen Beschaffungen und Submissionen eingereicht (Motion 2020254 «Nachhaltige Submission» und Postulat 20200256 «Nachhaltige Beschaffung»). Das Klimareglement ist noch nicht vollkommen. Die Fraktion Grüne **beantragt** deshalb, **gemeinsam mit den Fraktionen SP/JUSO und PSR nicht nur regelmässig die Massnahmen zu evaluieren und anzupassen, sondern auch zu prüfen, ob die Klimaziele verbessert werden können.** Netto Nullemissionen bis 2030 wäre das richtige Ziel. Dafür sind aber entsprechende Massnahmen notwendig. Die Fraktion Grüne steht klar hinter dem Klimareglement und empfiehlt dessen Annahme. Mit der Zustimmung kommen wir nicht nur der Verantwortung nach sondern wir nehmen eine Vorbildfunktion ein. Ein vergleichbares Klimareglement gibt es bis jetzt in keiner anderen schweizerischen Gemeinde. Mit der Annahme des Klimareglements macht der Stadtrat Biel wirklich zur Zukunftsstadt und zur Stadt mit einer Zukunft. Natürlich reicht dies weder für die Schweiz noch für unser Klima aus aber immerhin ist es ein Beitrag und eine notwendige Grundlage um auf eine lebenswerte Zukunft zu hoffen.

Bringen wir im Stadtrat die Klimapolitik auf den richtigen Weg für eine nachhaltige Stadt Biel mit Zukunft!

Bord Pascal, au nom du Groupe PRR: Amoureux des montagnes, le recul des glaciers fait mal au coeur, mètre après mètre, ils disparaissent! Dans les immeubles que je gère professionnellement les chutes de pluie augmentent de telle manière que des transformations sont nécessaires pour lutter contre les inondations. Le changement climatique est une réalité. La protection du climat n'est pas qu'un thème de campagne réservé aux Verts mais doit faire l'objet d'une politique publique conséquente. Après des manifestations de milliers de personnes, l'urgence climatique décrétée, le règlement tant attendu nous est soumis. Nous remercions le Conseil municipal de son travail. Par contre, nous avons été quelque peu déçus par son contenu, rien de spectaculaire. Une grande machine administrative permettant de suivre les dossiers prévus, financée par un prélèvement sur la consommation de gaz. Économiquement, ce prélèvement est justifiable. Le paiement d'une taxe permet l'internalisation des externalités négatives dues à la consommation du gaz. Le monitoring seul ne va pas freiner le réchauffement climatique.

Lors des assainissements du patrimoine administratif, il est judicieux d'utiliser les nouvelles technologies, plus favorables au climat. Par contre, la Ville n'aurait pas les moyens d'assainir plus rapidement des immeubles encore en bon état, seulement pour améliorer leur rendement énergétique. Il est judicieux d'utiliser les ressources financières pour des investissements utilisant le savoir-faire suisse en matière d'énergie plutôt que de payer aux pays exportant des énergies fossiles. La Ville dispose d'un grand nombre d'immeubles protégés pour lesquels il ne sera pas possible d'améliorer de manière significative le rendement énergétique. Il faut en tenir compte. Le patrimoine financier est utilisé dans une optique de développement urbanistique et non d'utilisation en tant que telle. La Ville n'aura pas forcément les moyens pour assainir tous son patrimoine administratif et elle devrait également assainir son patrimoine financier. Elle devrait renoncer à en avoir un et donc son but urbanistique.

Le Groupe PRR avait tenté, sans succès, d'imposer le raccordement à un chauffage à distance pour des terrains vendus ou cédés en droit de superficie. Pour des raisons de procédure, cette proposition n'a pas voulu être retenue par le Conseil municipal pour le dossier de la Place du Breuil. Nous ne voyons également pas de traces de cette idée dans le Règlement. Nous espérons que cela sera prévu dans un autre règlement subséquent. Combien coûte cette machine administrative? Les autres départements auront-ils également des coûts supplémentaires, sont-ils budgétés ou du moins estimés? Le plan d'investissement a-t-il été adapté? Quels sont les surcoûts? La Ville pourrait-elle financer ces mesures supplémentaires avec les moyens actuels ou devra-t-elle procéder à une augmentation d'impôts? En résumé, le réchauffement climatique est une réalité. Il faut mettre en oeuvre une politique climatique pour pouvoir atteindre les objectifs 20/50. Nous soutenons le principe d'investissement dans les technologies suisses plutôt que de dépenser dans des combustibles fossiles.

Waechter Olivier, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Suite à une motion votée le 24 octobre 2019, le Conseil municipal a élaboré un Règlement épuré et un peu moins irréaliste que ce qui était proposé au départ. Sur le principe du règlement, notre groupe s'y oppose. Si je prends un communiqué de l'ATS, on peut y lire que plusieurs entreprises de transports publics prévoient de remplacer une bonne partie de leur flotte diesel par un carburant moins polluant. On a évoqué le sujet des transports publics également hier et le Maire s'est d'ailleurs exprimé à ce sujet. On a pu apprendre que

Bienne faisait déjà énormément d'efforts dans ce domaine. D'autre part, le changement climatique et la politique climatique sont des défis complexes. Je rajoute même de portée nationale plus que communale.

Si on accepte ce Règlement sur le climat à Bienne, il faut être conscient que les autres communes bernoises, qui sont proches ou moins proches, n'ont pas ce règlement. Quel sera l'effet sur le climat si uniquement la Ville de Bienne met des mesures restrictives en terme climatique? Est-ce vraiment efficace? Je pense que non. Si on parle de réchauffement climatique et de ses répercussions, qui font partie de grands défis à relever et vu la position géographique et topologique de la Suisse, on peut voir que l'on est particulièrement affecté par l'accroissement de la température et de ses conséquences. J'ajoute aussi que les températures en hausses et les conséquences peuvent aussi être dues à une surpopulation de la Suisse. De ce fait, je vous remercie de soutenir l'initiative de l'UDC que l'on votera le 27 septembre sur la limitation, soyons conséquents!

Strobel Salome, Fraktion SP/JUSO: In meiner Freizeit bin ich am liebsten in den Alpen. Vor einem Jahr war ich auf einer Bergtour zum Barrhorn und kam am Turtmanngletscher vorbei. Dieses Jahr bin ich wieder am selben Gletscher vorbeigekommen. In einem Jahr hat der Gletscher eine derart grosse Masse verloren, es ist schrecklich! Dies ist nur ein Beispiel dafür, was wir der Natur antun. Die Veränderung des Klimas haben wir alle durch unsere Lebensweise zu verantworten. Olivier Waechter, natürlich reicht es nicht aus, wenn nur eine Stadt etwas unternimmt. Irgendjemand muss aber einmal anfangen. Die Fraktion SP/JUSO begrüsst es, dass der Gemeinderat den Handlungsbedarf erkennt. Vorliegendes Reglement nimmt auch die Gesellschaft in die Pflicht wofür die Fraktion SP/JUSO dem Gemeinderat dankt. Viele Aspekte dieses Reglements überzeugen. Dank den darin verankerten Reduktionszielen kommt die Bieler Klimapolitik einen wichtigen Schritt vorwärts. Mit der Klimaverträglichkeitsprüfung, der Spezialfinanzierung zum Klimaschutz und dem Fachausschuss Klima schafft der Gemeinderat wichtige Instrumente um die Ziele zu erreichen. Allerdings hat die Fraktion SP/JUSO einige Kritikpunkte. Einerseits ist die Forderung der vom Stadtrat angenommenen Motion 20190081 «Streikende Jugendliche ernst nehmen – Klimanotstand ausrufen» nicht in das Reglement eingeflossen. Zudem wurde der Auftrag des Stadtrats über die soziale Verträglichkeit nicht umgesetzt. Hier muss unbedingt nachgebessert werden. Andererseits gibt es auch inhaltliche Kritik. Die Fraktion SP/JUSO sieht die Schaffung einer Spezialfinanzierung nicht als optimale Lösung. Statt einer regressiven Abgabe auf Gas möchte die Fraktion SP/JUSO progressiv über Steuereinnahmen und damit sozial verträglich finanzieren. Die Fraktion SP/JUSO unterstützt den Antrag, die Verschärfung der Klimaziele periodisch zu prüfen. Damit soll verankert werden, dass die Stadt Biel das Ziel, netto-null bis 2030 auch erreicht. Ausserdem soll sich die Stadtverwaltung bei Kanton und Bund für das Ziel netto-null bis 2030 einsetzen. Trotz dieser Kritik steht die Fraktion SP/JUSO hinter dem Reglementsentwurf. Mit dessen Annahme retten wir sicher nicht die Welt. Der Stadtrat zeigt damit jedoch der Bieler Bevölkerung, dass Schritte zur Rettung des Klimas dringend notwendig sind. Ich gehe davon aus, bald nicht mehr viel von meiner geliebten Gletscherwelt zu sehen. Ich wünsche mir jedoch, dass meine Kinder und vielleicht irgendwann meine Grosskinder eine Zukunft haben. Sie sollen sich nicht mehr mit den von der Wohlstandsgesellschaft verursachten Problemen herumschlagen müssen. Die Fraktion SP/JUSO bittet Sie, den Antrag und das Klimareglement anzunehmen.

Leuenberger Bernhard, Fraktion FDP: Ich persönlich bin viel im Aletschgebiet unterwegs. Dort lässt sich eindrücklich feststellen, wie die Gletscher, namentlich der Aletschgletscher zurückgehen. Meine Vorrednerin hat es bereits erwähnt. Der Permafrost taut auf. Für den Tourismus müssen Massnahmen vor allem bei den Bergstationen der Bahnen und Lifte ergriffen werden. In der Schweiz sind zahlreiche Auswirkungen des Klimawandels feststellbar. Die Erderwärmung ist ein Fakt. Den Klimawandel in der Schweiz auf die Zuwanderung zurückzuführen ist lächerlich und hat damit nichts zu tun. Hier muss ich meinem Vorredner und Freund der Fraktion SVP/Die Eidgenossen widersprechen. Der Klimawandel beschäftigt alle in der Schweiz und ist Thema Nr. 1. Mit dem erheblich erklärten Vorstoss hat der Stadtrat die Ausarbeitung eines Klimareglements mit dem Ziel, dass die Stadt Biel bis 2050 klimaneutral werden soll, verlangt. Das nun vorliegende Reglement wurde entsprechend den Vorgaben ausgearbeitet. Der abtretenden Umweltdirektorin und ihrem Personal gebührt Lob dafür. Die Fraktion FDP begrüsst den vorliegenden Entwurf und unterstützt diesen. Die Annahme des Entwurfs würde einen würdigen Schlusspunkt der Karriere von Frau Schwickert darstellen. Die Umsetzung der Klimaziele ist kontrovers. Klimaschutz kostet mehr als das Projekt zum Neubau des Champagneschulhauses. Wirksamer Klimaschutz ist vor allem in Ländern mit einer gesunden Volkswirtschaft möglich und bezahlbar. In den letzten dreissig Jahren wurde bezüglich Klimaschutz nicht einfach nichts getan. Bereits seit den neunziger-Jahren des letzten Jahrhunderts wurden innovative neue Techniken im Heizungswesen und der Energiegewinnung entwickelt und umgesetzt. Die Entwicklung von Solarmobilen beispielsweise nahm damals ihren Anfang. Diese Fortschritte sind unterstützungswürdig, kosten aber Geld. Eine liberale Wirtschaftsordnung und eine freiheitliche Gesellschaft um dies zu ermöglichen sind deshalb wichtig. Überall auf der Welt wo sich keine freiheitliche Gesellschaft entfalten kann, liegt die Umweltpolitik im Argen. Schauen Sie nur was in China passiert. Der Bogen darf jedoch nicht überspannt werden, es gilt realistisch zu bleiben. Mich erstaunt der Antrag der Fraktionen Grüne, SP/JUSO und PSR. Die Ziele bereits auf 2030 vorzuziehen, ist unrealistisch und dient letztendlich der Umwelt nicht. Das wirtschaftspolitische Klima gilt es ebenso zu berücksichtigen. Nach der Erholung aus dem gegenwärtigen Lockdown muss zuerst die alte Wirtschaftsstärke wiederhergestellt werden um die notwendigen Investitionen tätigen zu können. Die Umsetzung der Ziele des Reglementes müssen im Einzelfall diskutiert werden. Über das Wie gibt es verschiedene Ansichten und Möglichkeiten. Je nachdem wieviele Änderungsanträge heute Abend angenommen werden, behält sich die Fraktion FDP vor, eine zweite Lesung des Reglements zu verlangen. Bref, die Fraktion FDP stimmt dem vorliegenden Klimareglement zu. Bei allfälligen Änderungsanträgen werden wir fallweise entscheiden.

Stocker Julien, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ dankt dem Gemeinderat und der Verwaltung für die Erarbeitung des vorliegenden Klimareglements. Der Fraktion GLP+ liegt die Klimapolitik sehr am Herzen. Das Geschäft ist wichtig und stellt einen Meilenstein der kommunalen Klimapolitik dar. Generell sind wir über den vorliegenden Entwurf sehr erfreut und erachten ihn als umfassend. Die zentrale Forderung ist die Erreichung von netto-null per 2050 mit den jeweiligen Zwischenzielen. Besonders gefreut hat die Fraktion GLP+ die ambitionierteren Ziele der Stadtverwaltung, bis 2040 klimaneutral zu werden. Eine noch schnellere Umsetzung dieses Ziels, beispielsweise bis 2030 halten wir für unrealistisch. Die Fraktion GLP+ hofft auf eine bald vorliegende Klimastrategie mit Vorschlägen zur Zielerreichung. Je früher Massnahmen ergriffen werden desto realistischer ist die Einhaltung der Ziele. Es steht viel Arbeit bevor. Die Fraktion GLP+ freut sich auf die Weiterverfolgung der Klimaneutralität und stimmt dem Geschäft zu.

Tennenbaum Ruth, Fraktion Einfach libres!: Auch die Fraktion Einfach libres! wird das vorliegende Reglement annehmen. Wenn nicht jetzt, wann dann? Dank des erheblich erklärten Vorstosses wurde letztendlich vorwärts gemacht. Der Entwurf ist umfassend. Für die Fraktion Einfach libres! hätte das Reglement «bissiger» formuliert sein können, stellenweise ist es doch ein wenig zahnlos ausgefallen. Gewisse Korrekturen können jedoch noch angebracht werden. Die Fraktion Einfach libres! wird deshalb einen Änderungsantrag einreichen und unterstützt weitere Änderungsanträge. Wir hoffen, dass auch die Fraktion FDP mitzieht, insbesondere da sich deren Parteileitung für eine nachhaltige Klimapolitik ausgesprochen hat.

Rebetez Maurice, au nom du Groupe PSR: Le Groupe PSR a pris connaissance avec attention du rapport du Conseil municipal concernant le Règlement sur le climat de la Ville de Bienne et le remercie pour la qualité et la richesse des précisions relatives à ce dossier. Le réchauffement climatique est un fait objectif et mesurable. À l'heure actuelle, il n'est plus possible de le nier et de mettre en doute ses effets. Un peu partout les analyses, propositions d'interventions et autres plans de mesures se multiplient. Tout mettre en oeuvre pour appliquer l'Accord de Paris sur le climat et réduire ainsi drastiquement les émissions de CO₂ devient une priorité incontournable. Il s'agit de mener une réflexion globale quant à cet épineux problème. La prise de conscience et les efforts à réaliser se doivent d'être collectifs, du moment que chaque secteur peut et doit apporter sa contribution, si petite soit-elle. Les responsables politiques ont un rôle crucial à jouer, mais pas uniquement. Chaque citoyenne et citoyen est appelé à agir et à modifier son comportement pour atteindre les objectifs fixés. Monsieur Waechter, si la Ville attend une autre ville qui attend aussi, si un canton attend un autre canton qui attend aussi et si un pays attend un autre pays qui attend aussi on crée l'immobilisme. Autant commencer, prenons notre courage à deux mains et montrons l'exemple. Peut-être qu'en s'engageant, en montrant l'exemple, on arrivera à faire bouger d'autres villes. On peut être utopiste mais optimiste.

En début de semaine, je lisais un article mettant en lumière quelques faits divers concernant notre manière de vivre et de s'alimenter, ceci en fonction du bilan écologique. Il est intéressant de constater que dans les boues des rizières d'Asie prospèrent des bactéries qui produisent de grandes quantités de méthane. La production de riz serait alors responsable de 10 à 17% des émissions mondiales de ce gaz, 25 fois plus nuisible que la même quantité de CO₂. Étonnant! Conclusion et recommandation, il serait donc judicieux de consommer autant que possible du riz provenant d'Europe, voire de Suisse du moment que le Tessin en produit. Voilà une action citoyenne! Un exemple parmi d'autres qui illustre bien la complexité de cette problématique et la difficulté d'en établir une véritable vision globale. Cependant, selon l'adage des petits ruisseaux faisant les grandes rivières, il s'agit d'inciter la population à prendre soin de son environnement et de réduire ainsi drastiquement les émissions de CO₂.

Le rapport du Conseil municipal prend en compte, dans sa présentation, de l'aspect global de cette problématique. C'est donc une approche intéressante qui nous est soumise mais alimenter le financement spécial «Protection du climat» par une redevance supplémentaire de 0.2 ct/kWh provenant de gaz non renouvelable est peut-être judicieux. Toutefois, voilà bien une mesure quasi antisociale, qui même si les coûts supplémentaires ne seront que de 25 à 50 fr. par ménage, va grever principalement le budget des familles à bas revenus. Cette augmentation devrait inciter les personnes concernées, selon le rapport, à changer de comportement en matière de consommation de gaz, ce qui peut paraître logique ou tout au moins souhaitable. Par

contre, et j'en fais l'expérience, il faut éviter le renforcement du sentiment «consommer toujours moins et payer toujours plus». C'est un drôle de sentiment, subjectif peut-être, mais déjà bien présent au sein de la population. C'est contre-productif, très peu incitatif, vous en conviendrez. C'est bien ce qu'il risque de se passer en introduisant une redevance par-ci, une taxe par-là ou une augmentation quasi constante des prix des services.

Finalement, petite question insidieuse, pourquoi ne s'attaquer qu'à la consommation du gaz? Est-ce la solution la plus facile, la plus pertinente? Le Groupe PSR attend quelques explications quand à cette stratégie. Le point 4 du rapport met en évidence la réduction des émissions d'énergies grises. Il est stipulé que la Ville de Bienne doit réduire au strict minimum les gaz à effet de serre émis lors de fabrication, du transport, du stockage, de la vente ou de l'élimination de biens qui sont commercialisés, utilisés ou consommés à Bienne. Faut-il en déduire que le principe du circuit court et consommer local sera généralisé et favorisera les entreprises biennoises, en cas d'achats spécifiques ou d'adjudications de certains travaux? Des précisions s'avèrent indispensables dans ce cas également.

Quant à l'épineux problème des délais, effectivement c'est un problème. Le Groupe PSR en a longuement discuté et débattu. 2022 serait idéal mais il faut rester réaliste! 2050 sur le territoire communal et 2040 pour l'Administration municipale ou 2030 comme le suggère certains amendements. Fixer des délais, c'est bien mais les tenir, c'est mieux. Le Groupe PSR reste d'avis qu'il faut tout mettre en oeuvre pour atteindre ces objectifs fixés dans les meilleurs délais, mais que ces derniers doivent demeurer atteignables, mesurables et réalistes. En adoptant le Règlement sur le climat tel qu'il est proposé, il est important de veiller régulièrement et de façon stricte à son application et aux objectifs à atteindre. Le calendrier proposé, à l'art. 2 point b, nous le rappellera. Est-ce que ces délais sont crédibles? Est-il envisageable de les raccourcir? Quels sont les coûts d'une mise en application de ce Règlement dans les délais fixés. Autant de questions qui méritent également quelques explications et précisions supplémentaires.

S'il est important d'informer régulièrement le Conseil de ville sur l'état de la situation et de l'atteinte des objectifs, le Groupe PSR estime judicieux aussi que la population soit informée en tant que partie prenante de la démarche, du moment qu'elle participe activement à sa réalisation. De plus, une information régulière favorise la prise de conscience de l'urgence climatique, incite à la responsabilisation et renforce le sentiment de partenariat. Suite à ces quelques réflexions, le Groupe PSR recommande d'accepter le rapport du Conseil municipal ainsi que le Règlement en fonction des amendements qui pourraient encore être ajoutés ou votés.

Hamdaoui Mohamed, PDC: Je trouve que dans cette question de lutter contre le réchauffement climatique, il y a une analogie avec ce qu'il peut se passer lorsqu'on a un problème de santé. Si vous allez chez votre médecin, qui vous annonce que vous avez un gros souci de santé qui n'est pas encore incurable, la première attitude est de se dire que ce médecin est un «con» on préfère aller voir sur Google, qui va m'apporter des remèdes. Cela peut marcher mais généralement on est mort! La deuxième attitude possible, qui est la plus courante, est de se dire que le médecin a raison et prendre les médicaments prescrits. Toutefois, comme on ne change pas son mode de vie et on n'essaie pas de savoir la source de cette maladie, on finit par devoir prendre des médicaments encore plus forts qui coûteront plus chers à son portemonnaie mais aussi à celui des contribuables. L'espérance de vie n'est pas forcément beaucoup plus grande. Puis, il y a la troisième attitude qui est la plus courageuse. On se dit que l'on

va prendre ces médicaments et se demander si on ne doit pas remettre en cause sa manière de vivre et d'inciter d'autres personnes à se questionner sur cela afin que cela serve et soit positif pour tous et pour l'avenir de tous. Je pense que c'est cette attitude que nous devons adopter sur la question de la lutte contre le réchauffement climatique. Il est évident que cette démarche n'est pas facile et que cela demande un effort y compris au niveau financier. Je pense toutefois que tout le monde sera gagnant. Je soutiens évidemment ce Règlement. Pour moi, l'horizon 2030, je le soutiens aussi même s'il est ambitieux. Est-ce que ce n'est pas cela la vie, que d'être ambitieux?

Ogi Pierre, PSR: Le Conseil municipal nous dit quelque chose d'un peu contradictoire concernant l'augmentation du prix du gaz afin de créer un fond pour lutter contre la destruction de la planète. Le Conseil municipal est conscient que le gaz est mauvais. Toutefois, il a conseillé à tous les ménages de la Ville de Bienne d'utiliser le gaz. Il va maintenant continuer à nous le vendre mais plus cher. Ceci dans le but de nous donner mauvaise conscience mais de lui rapporter plus d'argent. Si on était logique, il faudrait tout de suite supprimer la livraison de gaz à la population biennoise afin de sauver la planète. Hier soir, je me suis rendu à une Assemblée de copropriétaires. Sur les 17 personnes on compte 14 rentiers dont 10 qui ont très peu de moyens. Alors décider une augmentation du gaz en plus de toutes les augmentations à supporter, c'est tout à fait inadmissible. Si c'est un poison, il faut arrêter de le vendre!

Scheuss Urs, Grüne: Ich äussere mich zu den eher technischen Aspekten des Klimareglementes. Der Klimawissenschaftler Reto Knutti verglich den Klimaschutz mit der Besteigung eines Achttausenders: Man weiss wo er ist und wo der Weg durchgeht. Man weiss auch dass es riskant und anstrengend ist und lange dauert. Das Problem der Klimapolitik ist, dass wir immer noch in den Schlafsäcken im Basislager liegen. Mit dem vorliegenden Klimareglement kommen wir jetzt endlich aus den Schlafsäcken. Das Klimareglement haben vermutlich alle im Stadtrat gelesen. Ich finde aber, dass die Klimastrategie unbedingt Pflichtlektüre für die Stadtratsmitglieder, auch für jene, die noch dazukommen, sein sollte. Neumitgliedern im Stadtrat sollte nicht nur die Stadtordnung und die Geschäftsordnung des Stadtrats sondern auch die Klimastrategie der Stadt Biel übergeben werden. Sie zeigt auf, welche Massnahmen ergriffen werden sollen. Das Klimareglement ist der Rahmen zur Überprüfung der Ziele. Die Umsetzung geschieht jedoch mit der Strategie, beispielsweise bei der baurechtlichen Grundordnung, Gebührenverordnung, Gebäudestandard, Energiestadt oder im Verkehr wie dem Reglement zur Förderung des Fuss- und Veloverkehrs sowie des öffentlichen Verkehrs und der Gesamtmobilitätsstrategie. In diesen Bereichen sollen die Ziele umgesetzt werden. Mit dem Klimareglement werden diese Massnahmen auf ein gemeinsames Ziel ausgerichtet. Deshalb muss heute ein gutes Klimareglement beschlossen werden. Nicht nur wollen wir aus den Schlafsäcken im Basislager herauskommen sondern gemeinsam eine Seilschaft bilden, welche mit gegenseitigem Vertrauen weiterkommt und die Massnahmen miteinander umsetzt. Es geht nicht nur um Umweltschutz sondern auch darum, die Menschen vor den Folgen des Klimawandels, welche die Lebensgrundlagen zerstören, zu beschützen. Es gilt Verantwortung wahrzunehmen!

Grupp Christoph, Grüne: Bei der Eintretensdebatte geht es darum, das Ganze nochmals zu würdigen. Ich gebe deshalb meiner riesigen Freude Ausdruck, heute über den vorliegenden Entwurf bestimmen zu dürfen. Ich bin dankbar für die Arbeit des Gemeinderats und der Verwaltung. Die Vorlage ist nicht nur auf dem grünen Mist gewachsen, viele haben daran mitgewirkt und ein tolles Produkt abgeliefert. Ob das Ziel von netto-null bis 2050 erreicht werden kann, weiss heute niemand. Das

vorliegende Reglement zeigt jedoch einen guten Weg zur Zielerreichung auf. Der Sprecher der Fraktion PRR zeigte sich enttäuscht vom vorliegenden Entwurf. Sein Kollege der Fraktion FDP hat erkannt, dass ein guter Gesetzestext kurz und präzise sein muss und Raum für weitere detaillierte Erlasse zulässt. Genauso ist das vorliegende Reglement abgefasst. Der Kernpunkt darin ist der skizzierte Absenkungspfad. Die Massnahmen dazu müssen noch erarbeitet werden. Wichtig ist, das Ziel klar zu formulieren. Die Frage nach den Kosten wurde aufgeworfen. Wurde im Stadtrat auch nach den Kosten für die Coronamassnahmen oder der Behebung der Schäden der zurückliegenden Unwetter und Stürme gefragt? Nichthandeln im Klimawandel ist garantiert teurer als handeln. Dem Sprecher der Fraktion SVP/Die Eidgenossen sage ich, dass es nicht ausreicht, zu schauen ob sich links und rechts jemand bewegt und wenn sich niemand bewegt, alle gewonnen haben. Nein, so haben alle verloren! Ich bin stolz, dass hier in Biel Pionierarbeit geleistet wird. Der Beweis dafür ist, dass Bern und andere schweizerischen Städte ihre Klimareglemente nach Biel ausrichten und nachfragen. Wir wissen, dass die SVP gerne zu allem nein sagt. Aber zum Klimareglement kann nicht nein gesagt werden. Hier müssen wir handeln! Dem Sprecher der Fraktion FDP danke ich für seine spannenden Ausführungen und seinen Zuspruch. Seinem Loblied auf freiheitliche Lösungen kann in der Schaffung von nichtobligatorischen Förderinstrumenten nachgelebt werden. Freiheitliche Lösungen allein reichen jedoch nicht aus. Ich danke Ihnen für die Annahme des vorliegenden Klimareglementes.

Schwicker Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich danke Ihnen für die spannende Diskussion. Den Klimawandel leugnet im Stadtrat niemand. Wir haben eine grosse Verantwortung und wir wissen, dass der Klimawandel menschengemacht ist. Im Stadtrat ist ein grosser Wille zum Handeln vorhanden um einerseits die Ziele des Pariser Klimaabkommens zu erreichen und andererseits die Klimaerwärmung nicht über 1,5 Grad zusätzlich ansteigen zu lassen. Die unangenehmen Folgen des Klimawandels sind Realität und wurden vorhin angesprochen. Wir alle tragen dazu bei, können aber auf nationaler, kantonaler und kommunaler Ebene, einzeln und zusammen, etwas dagegen unternehmen. Es ist nicht so, dass bis jetzt nichts gemacht wurde. Das Bewusstsein wächst. Das Problem wird jedoch drängender, es muss mehr getan werden. Die Gemeinden sind vom Bund dazu aufgerufen, ihren Beitrag zu leisten. Der Kanton Bern hat die Gemeinden ebenfalls dazu aufgerufen, die Pariser Ziele zu erreichen. Heute sollen die Eckpunkte bestimmt werden. Der Gemeinderat hat sich in seinem Entwurf an der erheblich erklärten Motion orientiert. Das Klimareglement ist ein erster wichtiger Schritt. Genauso wichtig sind jedoch die konkreten Taten. Wichtig ist deshalb nicht nur das Reglement sondern auch die vom Gemeinderat bereits verabschiedete Klimastrategie. Vor Jahresfrist hat der Gemeinderat der Direktion Bau, Energie und Umwelt den Auftrag für die Ausarbeitung einer Klimastrategie erteilt. Der Stadtrat wird sich heute über die Ziele einigen, über die einzelnen Massnahmen wird er später diskutieren und entscheiden. Biel handelt vorbildlich für das Klima, dies ist eines der Ziele. Mit dem Klimareglement und der Klimastrategie wird es nun konkret.

Was kostet das Ganze? Vorhin wurde richtig bemerkt, dass etwas tun auch etwas kostet, nichts zu tun kostet aber auch etwas. Die Kosten für die Folgen des Klimawandels gehen sehr oft vergessen. Herr Leuenberger hat auf die Massnahmen im Tourismusbereich hingewiesen. Schlussendlich werden die Kosten immer von der Bevölkerung getragen. Ich bin überzeugt, dass agieren günstiger ist als passiv abzuwarten und zu reagieren ohne selber gestalten zu können.

Herr Bord fragte nach den Kosten für die Stadtverwaltung. Es wird keine grosse Organisation aufgezogen. Über die notwendigen Mittel zu verfügen ist jedoch wichtig. Die Ausarbeitung von Klimastrategie und -reglement war nur mit dem punktuellen Einsatz von genügend Ressourcen möglich. Von den Massnahmen werden alle Direktionen betroffen sein. Bereits für die Klimastrategie wurde interdisziplinär zusammengearbeitet. Die Bereitschaft und die Motivation innerhalb der Stadtverwaltung dazu sind sehr hoch, bedingt aber die Freistellung der Mitarbeitenden für diese wichtige Aufgabe. Die finanziellen Folgen werden jeweils in den einzelnen Projekten aufzufinden sein, wie jetzt beispielsweise beim Schulhausneubau Champagne. Die Spezialfinanzierung ist geplant für überobligatorische Massnahmen, welche über Infrastrukturmassnahmen hinausgehen wie die Information der Bevölkerung sowie beispielsweise Sensibilisierungsmassnahmen.

Herr Ogi, der ESB verkauft Gas. Dieses ist aber, wie Sie richtig bemerkt haben, nicht mehr erwünscht. Auch der ESB muss sich nach den Zielen des Klimareglements ausrichten. Er macht dies bereits und investiert enorm in die Fernwärme. Dieser Weg braucht aber Zeit. Der ESB plant den Rückzug aus der Gasversorgung hin zu erneuerbarer Wärme. Eine kleine Schwäche der vom Gemeinderat vorgeschlagenen Lösung ist die Abnahme der Beiträge an die Spezialfinanzierung. Dies muss jedoch das Ziel sein. Ich danke für die gute Aufnahme des Geschäftes und freue mich auf die nachfolgende Detailberatung.

Reglementsentwurf

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Wir kommen damit zur Behandlung der einzelnen Artikel im Reglementsentwurf. Dem Stadtrat liegt ein Änderungsantrag der Fraktionen SP/JUSO und PSR zum Art. 1 vor, welcher an deren Änderungsanträge zu Art. 3 und 6 gekoppelt ist, weil diese Artikel alle auf Forderungen der seinerzeit eingereichten Motion zurückgehen. Ich würde daher vorschlagen, dass wir die Diskussion zu den Art. 1, 3 und 6 vorziehen. Die Änderungsanträge zu Art. 3 von der SP/JUSO und Einfach libres! können damit gleich mitbehandelt werden. Wird gegen dieses Vorgehen opponiert? Das ist nicht der Fall. Damit beginnen wir mit der Debatte zu Art. 1. Als ersten Sprecher bitte ich Levin Koller ans Mikrofon. Ich bitte ihn gleichzeitig die Anträge zu den Art. 3 und 6 zu begründen.

Art. 1, 3 und 6

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Unser Antrag, wonach der Klimanotstand im vorliegenden Klimareglement nun umgesetzt werden soll ist rein formeller Natur. Der Stadtrat hat alle diese Forderungen bereits in der Motion "streikende Jugendliche ernst nehmen, Klimanotstand ausrufen" letzten Herbst überwiesen. Der Gemeinderat wurde damit beauftragt, diese Anliegen in einem Reglement oder in der Stadtordnung aufzunehmen. Leider hat es der Gemeinderat verpasst, die Motion umzusetzen und die Anliegen in den Entwurf des Klimareglements aufzunehmen. Nicht weil der Gemeinderat sich quer stellen wollte, nein, es wurde einfach vergessen... Das ist zwar ärgerlich, aber kann passieren. Fehler machen ist menschlich. Aufgrund dieser Ausgangslage stehen wir heute vor folgenden Alternativen:

- Der Stadtrat nimmt den Änderungsantrag der Fraktionen SP/JUSO und PSR an und setzt damit die Klimanotstandsmotion um oder

- er lehnt diesen Änderungsantrag ab. Diesfalls muss der Gemeinderat dem Stadtrat in einigen Monaten noch einmal vorlegen um die Aufträge der Klimanotstandsmotion umzusetzen.

Ich glaube wir sind uns einig, dass es keinen Sinn macht, das Klimareglement innert kurzer Zeit erneut zu diskutieren. Ich betone noch einmal, dass dieser Antrag lediglich die überwiesenen Inhalte der Klimanotstandsmotion beinhaltet, nichts anderes. Wer dies nicht glaubt, kann unsere Motion gerne noch einmal konsultieren. Die Anliegen wurden vom Stadtrat rechtsverbindlich als Motion verabschiedet.

Der Stadtrat soll aber nun über den Gesamtantrag abstimmen, also auch über die Art. 3 und 6. Damit erübrigt sich ein Ordnungsantrag, den ich diesbezüglich eigentlich stellen wollte. Das vom Präsidenten vorgeschlagene Vorgehen macht also durchaus Sinn. Würde der Stadtrat nämlich nur die Formulierung von Art. 1 annehmen, die anderen Anträge aber ablehnen, müsste der Gemeinderat dem Stadtrat das Klimareglement später trotzdem noch einmal vorlegen um die fehlenden Anliegen der Motion umzusetzen. Ich bitte daher den Stadtrat unserem Antrag als Ganzes, also den Anträgen zu Art. 1 wie auch 3 und 6, zuzustimmen:

- **Art. 1 Abs. 1** *«Die Stadt Biel anerkennt die globale Erwärmung als zu bewältigende existenzbedrohende Krise und ruft im Sinne eines symbolischen Aktes den Klimanotstand aus.»*
- **Art. 1 Abs. 2** *«Sie trifft im Rahmen ihrer Zuständigkeiten die nötigen Vorkehrungen zur Umsetzung des Pariser Klimaübereinkommens vom 12. Dezember 2015, wobei die Zielsetzung einer maximalen globalen Erwärmung von 1,5 Grad gilt.»*
- **Art. 3 Abs. 4** *«Sie informiert die Bevölkerung über die Klimakrise und die Dringlichkeit der zu ergreifenden Massnahmen.»*
- **Art. 6 Abs. 1** *«... Die Stadt unterstützt grundsätzlich keine Vorhaben von Dritten, die einen massgeblichen negativen Einfluss auf die Erreichung der Ziele haben.»*

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Es wird also verlangt, dass über die Anträge zu Art. 1, 3 und 6 zusammen abgestimmt wird. Ich bitte die Stadratsmitglieder sich bei abweichender Ansicht zu äussern. Andernfalls gehe ich vor wie angekündigt.

Leuenberger Bernhard, FDP: Es wird verlangt, über die Art. 1, 3 und 6 zusammen abzustimmen. Ich bedaure dies und bitte Sie, dieses Vorgehen abzulehnen. Die Fraktion FDP kann nicht allen Artikeln zustimmen. Christoph Grupp hat bereits gesagt, dass sich ein guter Gesetzgeber durch schlanke, einfache Gesetze ohne Wiederholungen auszeichnet. Dies war übrigens schon das Motto von Eugen Huber, dem Schöpfer des Zivilgesetzbuches. Dieses ist nach wie vor ein «Renner» und bis heute einer der besten Gesetzestexte. Eugen Huber bleibt ein Vorbild. Art. 1 Abs. 1 kann in das Klimareglement aufgenommen werden. Der Stadtrat hat dies mit der Erheblicherklärung der seinerzeit eingereichten Motion so beschlossen. Abs. 2 von Art. 1 ist hingegen unnötig. Das Ziel, die globale Erwärmung auf maximal 1,5 Grad einzudämmen steht schon im vorab erwähnten Pariser Klimaübereinkommen und muss nicht noch einmal erwähnt werden. Art. 3 werde ich mich nicht widersetzen. Art. 6 schiesst über das Ziel hinaus und geht zu weit. Mit dieser Formulierung wird es diverse grosse Veranstaltungen in Biel zukünftig nicht mehr geben. Beispielsweise kann die Stadt Biel keine Beiträge mehr an «Lakelive» leisten. Ich propagiere die Abstimmung einzeln Artikel für Artikel.

Frank Lena, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne unterstützt die vorliegenden Änderungsanträge. Die Abstimmung erfolgt nach der Diskussion zu allen Artikeln für jeden Artikel separat. Art. 6 bezieht sich auf «massgeblich negativen Einfluss». Bei kleineren Events kann von den Veranstaltern ein Klimaschutz- oder Nachhaltigkeitskonzept verlangt werden.

Waechter Olivier, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Le Groupe UDC/Les Confédérés va se positionner sur la proposition d'amendement du SP et du PSR. Concernant l'art. 1, effectivement et cela a été dit par Madame Schwickert, tous les partis reconnaissent une problématique climatique. Seulement, notre groupe rejette cette proposition d'amendement, notamment l'art. 1 concernant l'acte symbolique. En effet, même s'il s'agit que d'un acte symbolique, il reste un acte fort qui pourrait engendrer des conflits. Je rejoins l'avis du FDP qui dit que l'information à la population est importante. Par contre, en lisant l'article je me dis que l'information d'urgence des mesures à prendre n'est pas forcément très réfléchie et posée car elle peut créer un climat de terreur. C'est pour cela que notre groupe renonce à soutenir cet art. 3. Concernant l'art. 6, on pourrait effectivement le soutenir mais vu que l'on rejette la totalité de l'amendement on renonce à le faire.

Bord Pascal, PRR: Le fait de refuser tout projet ayant un impact négatif pour l'environnement entraîne la question de savoir ce qu'il se passerait pour «l'Eisplanade». Cet événement serait supprimé comme «la Coupole» qui engendre beaucoup de déchets plastiques. Je ne crois pas que ce soit ce que vous souhaitiez. Cette manière d'apporter tout ensemble suggère la question de savoir si nous sommes avec vous ou contre vous. Je réponds non, car nous devons ensemble trouver une solution. Nous voulons tous ce Règlement et tout le monde doit faire des compromis afin d'avoir un Règlement bon et valable pour tous.

Gugger Reto, BDP: Herr Koller, ich fühle mich von Ihren Äusserungen verschaukelt. Sie sagten, dass sämtliche Punkte im Änderungsantrag auf Forderungen der seinerzeit erheblich erklärten Motion zurückgehen. Das stimmt so nicht. Die globale Erwärmung von maximal 1,5 Grad war nicht in der Motion erwähnt. Art. 6 ist ebenfalls nicht in der Motion enthalten. Ich habe seinerzeit die Motion unterstützt jetzt schiessen Sie aber über das Ziel hinaus.

Koller Levin, JUSO: Herr Gugger, ich vermute, dass es sich um ein Missverständnis handelt. Im Bericht des Gemeinderats sind die erheblich erklärten Vorstösse bis auf denjenigen zur Ausrufung des Klimanotstands erwähnt. Der Änderungsantrag verlangt die Umsetzung der erheblich erklärten Motion. Die Formulierungen sind alle in der Motion enthalten. Ich finde die inhaltliche Diskussion über Anliegen, welche der Stadtrat bereits verabschiedet hat, müssig.

Herr Leuenberger, ich verstehe, dass Sie die Artikel einzeln abstimmen wollen. Da diese aber vom Stadtrat bereits verabschiedet wurden und es jetzt nur um die Umsetzung geht, macht das keinen Sinn. Wenn nicht alle Formulierungen angenommen werden, ist die Motion damit nur teilweise erfüllt und der Gemeinderat muss, um sie ganz zu erfüllen, das Klimareglement noch einmal vorlegen. Ich möchte eine baldige zweite Debatte zum Klimareglement hier im Stadtrat vermeiden. Im Pariser Klimaabkommen wurde formuliert, dass die Erderwärmung wenn möglich auf 1,5 Grad aber deutlich unter 2 Grad beschränkt werden soll. Dieser Wortlaut ist nicht genau gleich. Die Ergänzung wurde seinerzeit mit der erheblich erklärten Motion überwiesen.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich verstehe Levin Koller ein Stück weit. Der Beschluss zu einer Motion, welche sehr allgemein gehalten ist und der Beschluss zu einem Reglement, wo die Auswirkungen und Konsequenzen genauer ersichtlich sind, ist zu unterscheiden. Ich mache deshalb beliebt auf Art. 6, welcher nur zu Problemen führen wird, zu verzichten. Im übrigen wäre dies nicht die erste Motion, welche nicht wortwörtlich umgesetzt wird. Art. 6 jetzt in das Reglement aufzunehmen wäre unvorsichtig und falsch. Ich bitte Sie deshalb, diesem Artikel nicht zuzustimmen.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Bei der Ausarbeitung des Klimareglements hat sich der Gemeinderat an den Punkten der erheblich erklärten Motion orientiert. Den Klimanotstand in einem Reglement oder der Stadtordnung zu verankern ist dem Gemeinderat entgangen. Er ist der Meinung, dass die Stadtordnung dazu nicht der geeignete Ort ist. Ein separates Reglement für den Klimanotstand zu schaffen wäre jedoch ungerechtfertigt. Die Forderungen der erheblich erklärten Motion gehören in das vorliegende Klimareglement. Der Gemeinderat ist mit den Änderungsanträgen zu den Art. 1 und 3 einverstanden. Zu Art. 6 hat er ähnliche Vorbehalte wie bereits geäußert.

Frau Frank, ist das «Lakelive» eine kleine oder grosse Veranstaltung? Mit Art. 6 würde eine Formulierung in das Reglement aufgenommen, welche schwer fassbar und schwierig umzusetzen ist. Der Gemeinderat empfiehlt Ihnen, Art. 1 und 3 anzunehmen und Art. 6 abzulehnen. Die Antragstellenden hätten ansonsten die Formulierung klarzustellen.

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Damit kommen wir zur Abstimmung. Da die Äusserungen nicht einheitlich ausfielen, lasse ich zu jedem Artikel einzeln abstimmen. Offenbar wird dies seitens des Plenums anders gesehen... Ich sehe aber niemanden, der das Wort verlangt... (*Unruhe im Saal*)

Abstimmungen

- über den Änderungsantrag der Fraktionen SP/JUSO und PSR zu Art. 1 Abs. 1 (neu) und Abs. 2 (Ergänzung):
Art. 1 Abs. 1 «Die Stadt Biel anerkennt die globale Erwärmung als zu bewältigende existenzbedrohende Krise und ruft im Sinne eines symbolischen Aktes den Klimanotstand aus»
Art 1 Abs. 2: «Sie trifft im Rahmen ihrer Zuständigkeiten die nötigen Vorkehren zur Umsetzung des Pariser Klimaübereinkommens vom 12. Dezember 2015, wobei die Zielsetzung einer maximalen globalen Erwärmung von 1.5 Grad gilt»

Der Antrag wird angenommen:

- über den Änderungsantrag der Fraktionen SP/JUSO und PSR zu Art. 3 Abs. 4 (neu):
Art. 3 Abs. 4: «Sie informiert die Bevölkerung über die Klimakrise und die Dringlichkeit der zu ergreifenden Massnahmen»

Der Antrag wird angenommen:

- über den Änderungsantrag der Fraktionen SP/JUSO und PSR zu Art. 6 Abs. 1:

«...Die Stadt unterstützt grundsätzlich keine Vorhaben von Dritten, die einen massgeblichen negativen Einfluss auf die Erreichung der Ziele haben.»

Der Antrag wird abgelehnt.

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Nun kommen wir zum Antrag der Fraktion Einfach libres! Auch ihr Antrag betrifft Art. 3 und verlangt (nach Annahme des Antrags der Fraktion SP/JUSO und PSR zu Art. 3 Abs. 4) einen neuen Abs. 5, wonach die Stadt Anreize zur Reduktion von Treibhausgasen für Private und die Wirtschaft schaffen soll.

Tennenbaum Ruth, Fraktion Einfach libres!: Es geht darum, in das Reglement einen Grundsatz aufzunehmen, welcher Private einlädt etwas zu tun. Es gilt Handlungsanreize zu schaffen und nicht nur Gebühren einzuziehen. Die Fraktion libres! bittet Sie um Unterstützung des folgenden Antrags: **Art. 3 Abs. 5 (neu) «Die Stadt schafft Anreize für Private und die Wirtschaft zur Reduktion von Treibhausgasen.»**

Leuenberger Bernhard, FDP: Frau Tennenbaum, bei Ihrem Antrag handelt es sich um eine erzliberale Forderung. Selbstverständlich wird die Fraktion FDP diesem zustimmen.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Ich fordere Sie auf, den Antrag abzulehnen denn dieser passt nicht in das Reglement. In Art. 3 geht es um verschiedene Grundsätze zu Massnahmen. Anreize für Private zu schaffen ist schon sehr konkret und passt aus formellen Gründen an dieser Stelle nicht das Reglement. Diese Forderung würde viel besser in die Klimastrategie passen aber nicht in das Reglement.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Der Gemeinderat hat inhaltlich grosse Sympathie für den Antrag. Wie Herr Koller bereits festgestellt hat, bewegt sich die Forderung jedoch auf einer anderen Flughöhe. Massnahmen um Anreize für Private zu schaffen wurden in der Klimastrategie bereits aufgenommen. Die Aufnahme der Forderung in das Klimareglement würde einen Bereich gegenüber den anderen hervorheben. In der Klimastrategie sind alle verschiedenen Kreise wie Konsum, Verkehr und Gebäude, welche die Stadt beeinflussen kann, erwähnt. Aus systematischen Gründen empfehle ich Ihnen, den Antrag abzulehnen.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich habe noch eine Frage. Der Gemeinderat hat das Klimareglement gut ausgearbeitet. Mir fehlt jedoch die Verordnung dazu. In Art. 6, 8 und 11 ist eine entsprechende noch folgende Verordnung erwähnt. Werden Massnahmen wie im Antrag erwähnt, in der Verordnung geregelt? Gibt es bereits einen Verordnungsentwurf?

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Die erwähnte Verordnung existiert noch nicht! Es wird zudem keine Verordnung sein, die inhaltliche Aspekte regelt (solche sind - wie erwähnt - Teil der Klimastrategie). Herr Bohnenblust hat vorher auf die einzelnen Artikel des Klimareglements verwiesen, welche der Präzisierung in einer Verordnung bedürfen. So sind beispielsweise der Klimarat, dessen Zusammensetzung und Kompetenzen dort geregelt. Ebenfalls wird festgehalten, welche Instrumente für die Messungen verwendet werden und - ganz wichtig - die Klimaverträglichkeitsprüfung wird auf Verordnungsstufe geregelt. Es ist etwas kompliziert, das gebe ich zu. Vieles wurde bereits im Klimareglement geregelt. Die Verordnung regelt lediglich punktuelle Bestimmungen in der Kompetenz des

Gemeinderates. Alles was Massnahmen und Stossrichtungen anbelangt wird hingegen in der bereits verabschiedeten Klimastrategie geregelt.

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Danke für die Ausführungen. Wir stimmen jetzt über den Antrag der Fraktion Einfach libres! ab.

Abstimmung

- über den Antrag der Fraktion Einfach libres! zum Art. 3 Abs. 5 (neu):
«Die Stadt schafft Anreize für Private und die Wirtschaft zur Reduktion von Treibhausgasen.»

Der Antrag wird abgelehnt.

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Damit kommen wir zum Antrag der Fraktion SP/JUSO, welcher verlangt, in Art. 3 Abs. 3 statt «achtet auf die Sozialverträglichkeit ihrer Massnahmen» den Begriff «stellt ...sicher» zu verwenden.

Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO: Eine der Forderungen der erheblich erklärten Motion lautet: *«Die Stadt Biel stellt bei politischen Massnahmen zur Erfüllung des Klimareglementes die soziale Verträglichkeit sicher.»* Der Gemeinderat schreibt im Reglementsentwurf, dass die Stadt auf die Sozialverträglichkeit ihrer Massnahmen achtet. Aus «sicherstellen» wurde also «achten», was einer Abschwächung entspricht. Sicherstellen kann überprüft, bewiesen und nachgewiesen werden. Mit achten kann nachträglich immer gesagt werden, dass versucht wurde darauf zu achten, es leider aber nicht anders gegangen ist. Der Stadtrat hat dies aber nicht so in Auftrag gegeben! Die Verwässerung will die Fraktion SP/JUSO jetzt korrigieren und damit den Willen des Stadtrats umsetzen. Im Namen der Fraktion SP/JUSO betone ich noch einmal die Wichtigkeit der sozialen Verträglichkeit von Klimaschutzmassnahmen. Wir sind überzeugt, dass Klimaschutz nur sozial verträglich umsetzbar ist. Die Ärmsten, welche meistens den kleinsten CO₂-Fussabdruck haben, dürfen nicht verhältnismässig die grösste Last tragen. Die Verteuerung von Benzin ohne Rückverteilung führt zu Protesten und Chaos wie in Frankreich über Monate hinweg geschehen. Wir bitten Sie, dem **Änderungsantrag** zuzustimmen und die Sozialverträglichkeit der Klimamassnahmen zu sichern. Art. 3 Abs. 3: «Sie ~~achtet~~ auf **stellt** die Sozialverträglichkeit ihrer Massnahmen **sicher**.»

Leuenberger Bernhard, FDP: Der Änderungsantrag ist zweifellos gut gemeint aber leider untauglich. Sozialverträglichkeit ist kein mathematisch genau messbarer Begriff. Die Formulierung des Gemeinderats ist besser weil ehrlicher und offener. Im Entwurf steht, dass die Stadt Biel auf die Sozialverträglichkeit ihrer Massnahmen achtet. Es muss also sozialverträglich sein aber nicht im Sinn einer Garantie weil die Sicherstellung gar nicht möglich ist. Im Interesse der Klarheit bitte ich Sie, den Änderungsantrag abzulehnen und dem Gemeinderat folgt.

Waechter Olivier, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Comme vous le savez, le Groupe UDC/Les Confédérés n'est pas très fan des mises sous tutelles ou autres limitations de marge de manoeuvre. C'est pourquoi, pour nous le terme «veille» semble plus approprié. Nous rejetons cette proposition d'amendement.

Loderer Benedikt, Grüne: Sie gehen alle davon aus, dass unser System bis 2050 stabil bleibt. Wer glaubt, dass es so weitergeht wie bisher, macht dies auf eigene

Gefahr. Ob Sie sich für die Formulierung «achten» oder «sicherstellen» entscheiden, spielt keine Rolle.

Scheuss Urs, Grüne: Die Frage der Sozialverträglichkeit kann bei der Festlegung der Spezialfinanzierung ausführlich diskutiert werden. Ich werde den vorliegenden Änderungsantrag unterstützen. Härtefälle müssen vermieden werden. Selbstverständlich muss die Sozialverträglichkeit der Klimaschutzmassnahmen sichergestellt sein. Die beiden Aspekte dürfen nicht gegeneinander ausgespielt werden.

Steinmann Alfred, Fraktion SP/JUSO: Eine Ratsmehrheit hat vorhin den Änderungsantrag zu Art. 6 abgelehnt, weil er zuwenig klar formuliert war. Die Fraktion SP/JUSO stellt im vorliegenden Änderungsantrag genau die gegenteilige Forderung. Es soll klarer formuliert werden. Jetzt ist das aber auch nicht gut. Das verstehe ich nicht. Eine klare Formulierung ist besser. Der Wechsel von der Gasversorgung auf erneuerbare Energien in einer Mietwohnung ist zum Beispiel nicht sozialverträglich. Die Formulierung «sicherstellen» ist klarer.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Dem Gemeinderat ist die Sozialverträglichkeit wichtig. Er nimmt auch das Anliegen der Motion ernst. Die gewünschte Messbarkeit ist aber leider nicht gegeben. Der Gemeinderat erachtet beispielsweise Lenkungsabgaben als wirksames und richtiges Instrument. Sind solche Massnahmen noch möglich? Auf eidgenössischer Ebene wird über die Flugticketabgabe diskutiert und breit unterstützt. Diese ist aber völlig unsozial. Ist es ein Menschenrecht zu fliegen? Ist es nicht, darüber sind wir uns einig. Deshalb ist dort eine Lenkungsabgabe möglich. Für den Gemeinderat ist es wichtig zu wissen, ob mit der Formulierung «sicherstellen» Lenkungsabgaben noch möglich sind. Herr Scheuss, Härtefälle können mit beiden Formulierungen geregelt und mögliche Benachteiligungen bestimmter Bevölkerungsgruppen verhindert werden. Durch unser Konsumverhalten können wir selber beeinflussen, wieviel wir bezahlen. Aus diesen Gründen ist der Gemeinderat überzeugt, dass seine Formulierung richtig ist. Er nimmt die Sozialverträglichkeit ernst, sieht aber die Formulierung im Änderungsantrag problematisch.

Clauss Susanne, SP: Selbstverständlich sollen Lenkungsabgaben möglich sein. Herr Leuenberger hat erwähnt, dass die Sozialverträglichkeit nicht messbar sei. Sie ist aber messbar. Wenn alle gleich viel bezahlen, hat derjenige mit dem kleinsten Einkommen prozentual die grösste Last zu tragen. Sozialverträglichkeit heisst, dass beispielsweise bei einer Lenkungsabgabe für Flugtickets diejenigen mit kleineren Einkommen oder die wenig Fliegenden eine Rückerstattung erhalten. Lenkungsabgaben sollen möglich sein, es sollen aber nicht alle im gleichen Verhältnis belastet werden. Das versteht die Fraktion SP/JUSO unter Sozialverträglichkeit.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich erinnere daran, dass die Sozialverträglichkeit nirgends definiert ist. Der Begriff «achten» ist besser.

Abstimmung

- über den Antrag der Fraktion SP/JUSO zu Art. 3 Abs. 3:
statt «achtet auf die Sozialverträglichkeit ihrer Massnahmen» den Begriff «stellt ...sicher» zu verwenden

Der Antrag wird abgelehnt.

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Die Anträge zu Art. 2 der JUSO und der Fraktionen Grüne/SP/JUSO werden einander gegenüber gestellt.

Art. 2

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Vorhin in der Eintretensdebatte waren sich im Stadtrat fast alle einig, dass die Stadt Biel klimaneutral werden soll. Die Frage ist nur, bis 2050 oder bis 2030. Hinter dieser Wahl steht die wohl wichtigste Grundsatzfrage der Klimapolitik, nämlich anhand welcher Kriterien wir die klimapolitischen Ziele setzen. Definieren wir die Ziele nach wissenschaftlichen Erkenntnissen, kombiniert mit der Perspektive der globalen Gerechtigkeit oder nach denjenigen, welche wir aus heutiger Sicht für realisierbar halten? 2030 wäre notwendig, 2050 wäre sicherlich gut umsetzbar. Ich mache dem Gemeinderat keinen Vorwurf. Er hat seine Arbeit gut gemacht und die Ziele gemäss den Forderungen der Motion zur Umsetzung vorgeschlagen. Diesbezüglich ist nichts zu kritisieren. Die Motion ist allerdings zu einem Zeitpunkt entstanden, als eine Erwärmung von 2 Grad für verantwortlich galt. Mittlerweile ist jedoch klar, dass dies nicht der Fall ist und eine Erwärmung bis 2 Grad zu grosse Risiken birgt. Die unumkehrbare Erwärmung geht auch bei einer sofortigen Reduktion der Treibgasemission auf null aufgrund komplexer Rückkoppelungseffekte im Klimasystem weiter. Um meiner und künftigen Generationen auf diesem Planeten eine Zukunft zu garantieren, muss die Erwärmung auf 1,5 Grad begrenzt werden. Dies bedeutet, dass die Schweiz als reiches Land ihre Verantwortung übernehmen und bis 2030 klimaneutral werden muss. Mit dem vorliegenden Entwurf wird dieses Ziel nicht umgesetzt. Mit der Vorgabe bis 2050 wird auf die maximale Zunahme von 1,5 Grad verzichtet. Die Schweiz als reiches Land würde damit ihre Verantwortung nicht wahrnehmen und gleichzeitig zusammen mit den ärmsten Ländern der Welt klimaneutral werden. Das kann ich nicht mehr vertreten. Die JUSO fordert deshalb, dass die Klimaziele auf der Basis des Notwendigen definiert werden und nicht aufgrund des aus heutiger Sicht Machbaren. Im Antrag geht es aber nicht nur um die Frage der Klimaneutralität sondern auch darum, ob die institutionelle Politik fähig ist, auf Krisen handlungsorientiert zu reagieren. Vielleicht haben Sie bemerkt, dass sich im letzten Jahr auf der Strasse viel getan hat. In der Schweiz und international gab es zuerst zahlreiche Klimastreiks über einen längeren Zeitraum hinweg. Anschliessend kam der grüne Wahlsonntag. Seien wir ehrlich, viel geändert hat sich seither nicht. Die Schweiz ist weit davon entfernt, die erforderlichen Klimaziele zu verabschieden. Die jungen engagierten Menschen werden dies nicht einfach so hinnehmen. Zunehmend gibt es Aktionen des zivilen Ungehorsams wie beispielsweise letzten Samstag in Biel als eine Aktion der Extinction Rebellion den H&M besetzte. Wir müssen uns über solche Aktionen nicht wundern. Bislang war die institutionelle Politik nicht fähig, auf die Krise angemessen zu reagieren. Sorry für die deutlichen Worte aber die institutionelle Politik hat auf nationaler und auf anderen Ebenen schlicht und einfach versagt. Die Rettung der Swiss ohne Klimaauflagen ist nur die Spitze des Eisbergs. **Ich bitte Sie deshalb, heute das Ziel bis 2030 zu verabschieden und mit aller Vehemenz zu verfolgen.** Das wäre ein starkes und hoffnungsvolles Zeichen für alle nachfolgenden Generationen! Ich hoffe auf die Handlungsfähigkeit der institutionellen Politik, vielen Dank!

Scheuss Urs, Fraktion Grüne: Ich komme auf den Punkt meines Vorredners zum Versagen der institutionelle Politik zurück. Ich denke nicht, dass die Demokratie

versagt. Wir müssen einfach anders wählen... Ich wehre mich dagegen, die demokratischen Institutionen in Frage zu stellen. Die Fraktion Grüne ist aber ebenfalls der Meinung, dass die Klimaneutralität bis 2030 das richtige Ziel ist. Lena Frank hat dies in der Eintretensdebatte bereits erwähnt. Es wäre ein fairer Beitrag an den globalen Klimaschutz. Unser Wohlstand basiert auf dem Verbrennen von fossilen Energien. Wir müssen schneller vorwärts machen als andere Länder und ihnen die Möglichkeit geben, sich zu entwickeln. Netto-null bis 2030 ist richtig. Die Fraktion Grüne will ein ehrliches Reglement verabschieden. Ein Reglement, dass nicht nur das Ziel netto-null verspricht, sondern es nachher auch einhält. Der Gemeinderat hat den Auftrag erfüllt und netto-null bis 2050 in einem Reglement und einer Strategie erarbeitet. Um das Ziel zu erreichen, hat er ein ganzes Paket geschnürt. Für die Stadtverwaltung strebt er sogar das Ziel netto-null bis 2040 an. Die Fraktion Grüne findet, das Ziel vorzuschieben ist nicht ehrlich. Der Stadtrat betrügt damit die Klimajugend. Art. 7 verlangt die Überprüfung der Umsetzung der Massnahmen. Die Fraktion Grüne **beantragt**, dass der Gemeinderat auch **das Ziel auf allfällige Verbesserungsmöglichkeiten hin zu überprüfen** hat. Verbessern heisst, das Ziel in Richtung Klimaneutralität bis 2030 zu bewegen. Ob dieses Ziel am Schluss erreicht wird, ist unklar. Vor zehn Jahren wurde über ein neues Atomkraftwerk (AKW) in Mühleberg debattiert. Letzte Woche nun wurde das alte AKW Mühleberg ersatzlos abgestellt. Die Stadt Biel ist bereits aus der Atomkraft ausgestiegen. Das hat die Stadt Bern nicht geschafft! Innerhalb kurzer Zeit kann sich also sehr viel ändern. Wenn sich die Rahmenbedingungen ändern, können Ziele, welche heute unerreichbar scheinen, doch noch erreicht werden. Deswegen soll der Gemeinderat jeweils auch das Ziel, die Klimaneutralität bis 2030, prüfen. Er stellt dann allenfalls dem Stadtrat ein neues Vorgehen vor. Der Anhang zur Klimastrategie zeigt auf wo die Handlungskompetenz der Stadt Biel ist und wo Bund und Kanton Einfluss nehmen. Es ist fragwürdig, die Klimaneutralität per 2030 anzustreben ohne Einbezug von Bund und Kanton. Die Stadtverwaltung sollte sich um Unterstützung durch Bund und Kanton bemühen. Das nationale Klimaziel zeigt, dass sich der Bund bewegen kann!

Waechter Olivier, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Je comprends votre enthousiasme et empressement concernant ces deux propositions. Je vous rappelle tout de même qu'en allant trop vite, on prend souvent de mauvaises décisions. En ayant lu ces deux propositions d'amendements, il ressort tout de même une chose importante, elles mettent en danger notre économie. En effet, si on sort de la crise du COVID, cela n'est certainement pas pour entrer dans une autre crise. Je vous recommande donc chaudement de rejeter ces deux propositions d'amendement. Je souhaite juste ajouter quelque chose à propos de l'art. 9. Je ne pense pas que ce soit le rôle de la Ville de Bienne d'interfédérer dans les affaires fédérales ou cantonales. Elle peut éventuellement donner son avis dans la presse.

Leuenberger Bernhard, FDP: Selbstverständlich lehnt die Fraktion FDP beide Anträge ab. Mich erstaunt, dass die MotionärInnen ihrer Umweltdirektorin derart illoyal in den Rücken fallen. Das Ziel netto-null soll wegen einer verschwindend kleinen demonstrierenden Minderheit bereits 2030 erreicht werden. Ich erinnere mich an unsere Kämpfe in den Siebzigerjahren des letzten Jahrhunderts, damals waren wir viele! (*Zwischenrufe*) Jetzt soll der totale Lockdown mit Lichterlöschen auf dem Platz Biel umgesetzt werden. Der Gemeinderat hat die Klimaziele klar definiert. Es gilt realistisch zu bleiben. Beide Anträge mögen gut gemeint sein, sind aber untauglich und abzulehnen.

Clauss Susanne, SP: Mich erstaunen die Vorwürfe, die Antragstellenden seien nicht realistisch. Zahlreiche Wissenschaftler liefern ständig neue Daten zu diesem Thema. Fakt ist, dass die Daten während der Ausarbeitung des vorliegenden Klimareglements bereits wieder angepasst wurden. Eine neue Studie des «Communications earth & environment journal» hält fest, dass die Reduktion des grönländischen Inlandeises bereits heute über den «Point of no return» hinaus fortgeschritten ist. Das bedeutet, dass unabhängig davon was die ganze Welt gegen die Klimaerwärmung unternimmt, das Eis trotzdem verschwindet. Der Meeresspiegel wird durch die Abschmelzung dramatisch ansteigen. Meine Generation wird dies wahrscheinlich nicht miterleben aber unsere Kinder und Enkelkinder werden alles ausbaden müssen. Im Artikel steht, dass Grönland mit dem Kanarienvogel im Kohlebergwerk verglichen werden kann. Dieser wäre heute bereits so gut wie tot. Mich beeindruckt diese Aussage. Ob das Ziel realistisch ist oder nicht, eines Tages werden wir von der Klimaerwärmung eingeholt und dann ist sie Realität! Die Wirtschaft ist angehalten jetzt etwas zu unternehmen, statt zu sagen, das Ziel sei nicht realistisch.

Steinmann Alfred, SP: Herr Leuenberger, sie sagen, dass die Klimademonstrierenden eine verschwindend kleine Menge seien. Heute Abend war der Ständeratspräsident hier Gast. Er ist mit mir zusammen an der nationalen Klimademonstration mitgelaufen. Diese Demonstration war riesig und ein wichtiges Zeichen, die Klimaänderung endlich ernst zu nehmen.

Zu den Änderungsanträgen: Netto-null bis 2030 würde ich gerne unterstützen. Dieses Ziel jetzt zu fixieren ist aber nicht realistisch. Ich finde den Antrag der Fraktionen Grüne/PS/JUSO kohärenter. Das Ziel ist zu prüfen. Vorschläge von Bund und Kanton zu einer schnelleren Verbesserung sind durchaus möglich. Zu versuchen, die Klimaneutralität bereits 2030 zu realisieren, ist bestimmt nicht falsch. Ob dieses Ziel erreicht wird oder nicht bleibt offen, zumindest muss es aber geprüft werden. Der Antrag der Fraktionen Grüne/SP/JUSO ist sinnvoll und sollte in das Reglement aufgenommen werden.

Cadetg Leonhard, FDP: Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass jetzt bereits 22.30 Uhr ist. Die Detailberatung kann an der nächsten Sitzung fortgesetzt werden.

Wiederkehr Martin, SP: Aus der Wirtschaft kenne ich den Begriff «rollende Planung». Ziele zu setzen ist für private Unternehmen erstrebenswert. Die Dynamik unserer Welt zeigt immer wieder, dass Ziele regelmässig überprüft und allenfalls angepasst werden müssen. Dasselbe gilt für die Klimadebatte. Es geht mir nicht darum, wieviele Leute demonstrieren, sondern die Ziele aus heutiger Sicht festzulegen. So wie ich in meinem Portemonnaie nachschaue, muss auch der Prozess zu den Klimazielen immer wieder überprüft werden. Eine Finanzplanung über die nächsten zehn Jahre zu machen nutzt nichts, wenn ich morgen meine Arbeitsstelle verliere. Der Antrag der Fraktionen Grüne/SP/JUSO ist sinnvoll und korrekt. Die rollende Planung ist notwendig und das richtige Vorgehen um Massnahmen und Zielen immer wieder zu überprüfen und anzupassen.

Gugger Reto, BDP: In Bezug auf die Privatwirtschaft waren die verschiedenen Wortmeldungen interessant. In der Privatwirtschaft müssen Ziele messbar sein. Der Vorschlag der JUSO ist klar messbar. Das Ziel muss ausserdem motivierend sein. Dies kann es jedoch nur sein, wenn es erreichbar ist. Der Gemeinderat schlägt die Zielerreichung bis 2050 vor. Dieses Ziel bereits 2030, also in zehn Jahren erreichen zu wollen, finde ich nicht realistisch und deshalb auch nicht motivierend. Im

Reglementsentswurf steht nirgends, dass das Ziel von netto-null punktgenau 2050 erreicht werden muss. Es steht dem Gemeinderat frei, dieses Ziel früher zu erreichen. Ich traue dem Gemeinderat zu, dass er den Schwung beibehält und eine vorzeitige Zielerreichung, falls möglich, nicht fallenlässt. Kleine Schritte konstant weiter zu verfolgen ist besser als den Marathon mit Höchstgeschwindigkeit zu starten und nach 100 Metern ausser Atem und demotiviert abzubrechen. Ich unterstütze deshalb keinen der beiden Änderungsanträge. Ich halte am Ziel netto-null bis 2050 fest.

Bohnenblust Peter, FDP: Die Fraktion FDP lehnt beide Anträge ab. Der Antrag der Fraktionen Grüne/SP/JUSO steht im Widerspruch zum Art. 2 Abs. 1 und definiert ein anderes Ziel.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Es wurde oft erwähnt, dass 2030 nicht umsetzbar wäre. 2030 ist aber notwendig. Wir müssen ein Klimaziel erreichen, das enorm schwierig zu erreichen ist! Wir befinden uns in einer Krise und müssen alles mobilisieren um diese abzuwenden! Als die Motion eingereicht wurde, war sich die wissenschaftliche Community einig, dass eine Klimaerwärmung von 2 Grad akzeptabel ist. Die wissenschaftlichen Grundlagen haben sich aber in der Zwischenzeit verändert. Ich bitte Sie, diesen Erkenntnissen zu folgen und den Antrag netto-null bis 2030 zu unterstützen.

Ordnungsantrag

Gurtner-Oesch Sandra, GLP: Ich stimme meinem Vorredner zu, wir haben ein strenges Ziel zu erfüllen. Für die GLP ist 2030 ein unrealistisches Ziel. Wir würden eine Zielvorgabe bis 2040 unterstützen. Ich persönlich finde, dass gar keine Zahl in das Reglement aufgenommen werden sollte. Die Klimaneutralität ist anzustreben. Aufgrund der raschen technologischen Entwicklung sehen wir heute noch nicht, was morgen möglich ist. Fortschritte müssen so rasch als möglich umgesetzt werden. Es gilt aber auch ehrlich zu bleiben, denn Zielerreichung bis 2030 und Sozialverträglichkeit geht nicht. Ich stelle deshalb den Ordnungsantrag auf Abstimmung über **die Zielerreichung bis 2040 anstelle von 2030**.

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Der Ordnungsantrag passt nur auf den Antrag der Fraktionen Grüne/SP/JUSO. Betrifft dieser auch den Antrag der JUSO mit entsprechend angepassten Zahlen im Absenkpfad?

Gurtner-Oesch Sandra, GLP: Der Ordnungsantrag bezieht sich auf beide Anträge. Die Zahlen zu den Treibhausemissionen im Absenkpfad sind entsprechend abgestuft anzupassen.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Auch dem Gemeinderat ist klar, dass so schnell wie möglich vorwärts gemacht werden muss. Auf die Wissenschaft zu hören ist wichtig. Frau Gurtner-Oesch hat richtig bemerkt, dass ein Spannungsfeld zwischen dem Machbaren und der Sozialverträglichkeit besteht. Dem Gemeinderat sind ambitionierte Ziele wichtig. Jetzt aber falsche Versprechungen im Wissen abzugeben, dass diese nicht eingehalten werden können, geht nicht. Heute wissen wir nicht, wie sich die Technik und das Verhalten der Leute über diese lange Zeitspanne entwickeln wird. Der Gemeinderat schlägt deshalb den Weg bis 2050 vor. Es ist wichtig, dass auf dem ganzen Stadtgebiet die Vorgaben der übergeordneten Ebenen eingehalten werden. Herr Scheuss hat darauf hingewiesen, dass diese in der Klimastrategie aufgezeigt werden. Die Stadt Biel kann einen Beitrag leisten. Sehr viele

Faktoren zur Zielerreichung hängen aber von der Gesetzgebung auf kantonaler oder eidgenössischer Ebene ab. Heute ein Ziel zu definieren, dass nach dem momentanen Kenntnisstand nicht erreicht werden kann, würde bedeuten, den Leuten Sand in die Augen zu streuen. Ich finde das nicht verantwortungsvoll. Wir sind auch nicht dazu aufgerufen, Symbolpolitik zu betreiben. Es geht um ein ernsthaftes Thema und um Lösungen, welche konsequent umgesetzt werden müssen.

Der Absenkpfad zur Zielerreichung ist ein Kernthema des Reglementes. Die Jahreszahl wegzulassen ist nicht empfehlenswert. Auf die im Reglement erwähnten Grenzwerte ist unser Verhalten auszurichten und danach sind die Massnahmen zu definieren. Wichtig zur Zielerreichung sind die umgesetzten Aktionen. Aus diesem Grund empfiehlt Ihnen der Gemeinderat, sowohl den Antrag der JUSO, mit Zielerreichung bis 2030 als auch den Ordnungsantrag mit Zielerreichung bis 2040 abzulehnen. Eine Lösung bietet der Antrag der Fraktionen Grüne/SP/JUSO, welcher zukünftige Entwicklungen beachtet. Der Gemeinderat wird sowieso alle fünf Jahre über die Massnahmen zum Absenkpfad Bericht erstatten, dabei können auch die Ziele hinterfragt werden. Ich gehe davon aus, dass der Stadtrat das Klimareglement schon bald wieder revidiert. In einem Zeitraum von 30 Jahren kann viel passieren. Änderungsanträge zum Klimareglement sind zu erwarten. Der Änderungsantrag der Fraktionen Grüne/SP/JUSO verpflichtet den Gemeinderat, die Ziele im Reglement alle fünf Jahre durch den Stadtrat überprüfen zu lassen. Dem Gemeinderat scheint dieser Weg gangbar. Er empfiehlt Ihnen deshalb, den Absenkungspfad in Art. 2 beizubehalten und gleichzeitig Art. 2 und Art. 9 gemäss dem Antrag der Fraktionen Grüne/SP/JUSO zu ergänzen.

Herr Bohnenblust hat einen Widerspruch zu Art. 2 Abs. 1 bemerkt. Von mir aus gesehen ist das nicht der Fall. Die Vorgabe bleibt bei 2050, angestrebt wird jedoch 2030. Das ist eine klare Aussage. So ist nur eine Verbesserung möglich und eine Verschlechterung bleibt ausgeschlossen. Nur so haben Sie die Garantie zur Umsetzung und nicht einfach eine Deklaration, welche folgenlos bleiben könnte.

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Ich schlage vor, jetzt über den Ordnungsantrag abzustimmen. Ich sehe, Sie sind damit einverstanden.

Das Vorgehen sieht folgendermassen aus:

1. Der Ordnungsantrag wird dem Antrag der JUSO gegenüber gestellt.
2. Der obsiegende Antrag wird dem Antrag der Fraktionen Grüne/SP/JUSO gegenüber gestellt.
3. Der letztendlich obsiegende Antrag wird dem Entwurf des Gemeinderats gegenüber gestellt.

Abstimmungen

- Gegenüberstellung des Ordnungsantrags von Frau Gurtner-Oesch, in Art. 2 das Ziel auf 2040 festzulegen und des Antrags der JUSO, das Ziel bis 2030 zu erreichen mit den entsprechenden Anpassungen im Absenkpfad

Der Ordnungsantrag obsiegt gegenüber dem Antrag der JUSO.

- Gegenüberstellung des Ordnungsantrags mit dem Ziel bis 2040 und dem Antrag der Fraktionen Grüne/SP/JUSO mit dem Ziel bis 2030

Der Antrag der Fraktionen Grüne/SP/JUSO obsiegt gegenüber dem Ordnungsantrag.

- Gegenüberstellung des Antrags der Fraktionen Grüne/SP/JUSO mit dem Ziel bis 2030 und dem Entwurf des Gemeinderats mit dem Ziel bis 2050

Mit Stichentscheid des Präsidenten obsiegt der Entwurf des Gemeinderats gegenüber dem Antrag der Fraktionen Grüne/SP/JUSO

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident: Es liegt ein weiterer Ordnungsantrag vor.

Ordnungsantrag

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Ich schlage vor, die Diskussion zu Ende zu führen und nicht jetzt zu unterbrechen und auf die nächste Sitzung zu verschieben.

Abstimmung

- über den Ordnungsantrag von Levin Koller, die Detailberatung fortzusetzen

Mit Stichentscheid des Präsidenten wird die Sitzung beendet.

130. Neueingänge

20200250	Dringliche Interpellation, Roth Myriam, Fraktion Grüne	DSS
	Solidarite femmes, ein solidarischer Betrag, der in der Luft hängt	
	Interpellation urgente, Roth Myriam, Groupe Les Verts	ASS
	Solidarité femmes, un montant solidaire suspendu dans l'air	
20200251	Dringliche Interpellation, Wächter Olivier, SVP	PRA
	Maskenpflicht in den Verkehrsbetrieben Biel	
	Interpellation urgente, Wächter Olivier, UDC	MAI
	Port du masque dans les TPB	
20200252	Postulat, Heiniger Peter, PdA	BEU
	Autofreie Altstadt	
	Postulat , Heiniger Peter, POP	TEE
	Une Vieille Ville sans voitures	
20200253	Überparteiliche Motion, Suter Daniel, PRR, Leuenberger Bernhard, FDP, Gugger Reto, BDP, Schneider Sandra, SVP	STK
	Auswirkungen der Erlasse auf die Finanzen und das Personal der Stadt Biel	
	Motion interpartis, Suter Daniel, PRR, Leuenberger Bernhard, FDP, Gugger Reto, PBD, Schneider Sandra, UDC	CHM
	Répercussions des actes législatifs sur les finances et le personnel communaux	
20200254	Motion, Frank Lena, Grüne	PRA
	Nachhaltige Submission	
	Motion , Frank Lena, Les Verts	MAI
	Appels d'offres durables	
20200255	Überparteiliches Postulat, Hamdaoui Mohamed, CVP, Pittet Natasha, PRR	BEU
	Ein historisches Inventar der Strassen und Plätze	
	Postulat interpartis, Hamdaoui Mohamed, PDC, Pittet Natasha, PRR	TEE
	Un inventaire historique des rues et des places	

20200256	Postulat, Frank Lena, Grüne	FID
	Nachhaltige Beschaffung	
	Postulat , Frank Lena, Les Verts	DFI
	Achats durables	
20200257	Überparteiliche Interpellation, Bord Pascal, PRR, Gonzalez Glenda, PSR	BEU
	Sind die durch die Stadt organisierten Architekturwettbewerbe den Deutschschweizern vorbehalten?	
	Interpellation interpartis, Bord Pascal, PRR, Gonzalez Glenda, PSR	TEE
	Les concours d'architecture de la ville sont-ils réservés aux alémaniques?	
20200258	Interpellation, Gugger Reto, BDP	FID
	Renovationsfonds bei Stockwerkeigentum im Besitz der Stadt Biel	
	Interpellation , Gugger Reto, PBD	DFI
	Fonds de rénovation pour les propriétés par étages appartenant à la Ville de Bienne	
20200259	Überparteiliche Interpellation, Francescutto Luca, SVP, Hamdaoui Mohamed, CVP	BKS
	10-Jährige mit islamischem Kopftuch in der Schulklasse	
	Interpellation interpartis, Francescutto Luca, UDC, Hamdaoui Mohamed, PDC	FCS
	Voile islamique à 10 ans en classe d'école...	

Schluss der Sitzung / *Fin de la séance*: 22:55 Uhr / heures

Der Stadtratspräsident / *Le président du Conseil de ville*:

Cadetg Leonhard, Stadtratspräsident

Die Ratssekretärin / *La secrétaire parlementaire*

Klemmer Regula, Ratssekretärin

Protokoll:

Scheurer Nathalie

Flückiger Rita

Procès-verbal:

Kirchhof Claire-Lise

Bernardino Floriane